



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/50/476  
25 septembre 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANÇAIS

---

Cinquantième session  
Point 103 de l'ordre du jour

### ÉLIMINATION DU RACISME ET DE LA DISCRIMINATION RACIALE

#### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, établi par M. Maurice Glèlè-Ahanhanzo, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, conformément aux résolutions 1993/20 et 1995/12 de la Commission des droits de l'homme et à la décision 1995/255 du Conseil économique et social.

# TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	1 - 8	4
II. ACTIVITÉS DU RAPPORTEUR SPÉCIAL . . . . .	9 - 33	5
A. Observations portant sur le rapport à l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session . . . . .	10 - 17	5
B. Missions du Rapporteur spécial . . . . .	18 - 25	14
C. Coopération avec d'autres mécanismes de l'Organisation des Nations Unies chargés de la promotion et la protection des droits de l'homme . . . . .	26 - 33	17
III. MANIFESTATIONS CONTEMPORAINES DU RACISME ET DE LA DISCRIMINATION RACIALE . . . . .	34 - 131	19
A. Permanence et expansion du racisme et de la discrimination raciale . . . . .	34 - 56	19
B. Roms, Tziganes ou Gens du Voyage . . . . .	57 - 61	24
C. Autres cas de racisme et de discrimination raciale . . . . .	62 - 67	25
D. Racisme et discrimination raciale à l'égard des Noirs, négrophobie . . . . .	68 - 77	25
E. Racisme et discrimination raciale à l'égard des Arabes . . . . .	78 - 86	27
F. Antisémitisme . . . . .	87 - 97	29
G. Discrimination à l'égard des immigrés et des travailleurs migrants . . . . .	98 - 109	30
H. Discrimination à l'égard des femmes . . . . .	110 - 111	32
I. Racisme et discrimination à l'égard des enfants . . . . .	112 - 117	33
J. Incitation à la haine raciale et liberté d'opinion et d'expression . . . . .	118 - 131	34

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
IV. MESURES PRISES PAR DES GOUVERNEMENTS ET PAR DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES . . . . .	132 - 169	36
A. Éducation aux droits de l'homme et lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance . . . . .	132 - 143	36
B. Mise en oeuvre des procédures administratives et des législations condamnant le racisme et la discrimination raciale . . . . .	144 - 150	38
C. Mesures en faveur ou au détriment de groupes victimes du racisme et de la discrimination raciale . . . . .	151 - 162	40
D. Renforcement des corpus législatifs contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'antisémitisme . . . . .	163 - 168	43
E. Ratifications et adhésions à la Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale . . . . .	169	45
V. ACTIONS MENÉES PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE . . . . .	170 - 175	45
VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS . . . . .	176 - 181	46

## I. INTRODUCTION

1. À sa cinquante et unième session, la Commission des droits de l'homme a examiné le rapport intérimaire du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (E/CN.4/1995/78) ainsi que l'addendum relatif à la mission qu'il a effectuée aux États-Unis d'Amérique du 9 au 22 octobre 1994 (E/CN.4/1995/78/Add.1).

2. Par sa résolution 1995/12 du 24 février 1995, la Commission a pris acte dudit rapport, et a prié le Rapporteur spécial de continuer à examiner, en application de son mandat, les incidents qui sont la manifestation des formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de tous types de discrimination à l'égard des Noirs, des Arabes et des musulmans, de xénophobie, de négrophobie et d'antisémitisme, et de l'intolérance qui y est associée, ainsi que les mesures qui sont prises par les gouvernements pour les surmonter, afin de présenter un rapport complet sur ces aspects à la Commission à sa cinquante-deuxième session et un rapport intérimaire à l'Assemblée générale à sa cinquantième session.

3. La Commission a encouragé le Rapporteur spécial, en consultation étroite avec les gouvernements, les organismes de l'Organisation des Nations Unies concernés, les autres organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales, à présenter des recommandations supplémentaires au sujet de l'enseignement des droits de l'homme et à formuler des recommandations concrètes sur les mesures spécifiques qui pourraient être prises aux niveaux national, régional et international, afin de prévenir et d'éradiquer les problèmes qui sont liés à la thématique du mandat.

4. En dernier lieu, la Commission a regretté que, faute de ressources suffisantes, le Rapporteur spécial ait eu des difficultés à préparer ses précédents rapports et a demandé au Secrétaire général de lui fournir sans plus attendre toute l'assistance nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de son mandat.

5. L'Assemblée générale, par sa résolution 49/147 du 23 décembre 1994, a appuyé pleinement les travaux du Rapporteur spécial, a demandé aux États Membres de fournir au Rapporteur spécial les ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat et a prié le Secrétaire général de fournir, sans délai, au Rapporteur spécial tout le personnel et toute l'assistance humaine et financière nécessaires pour qu'il puisse lui faire rapport à sa cinquantième session.

6. Le présent rapport fait donc suite aux requêtes de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme. Pour préparer ce document, le Rapporteur spécial s'est inspiré des éléments pertinents des communications reçues des gouvernements des pays suivants : Chine, Estonie, États-Unis d'Amérique<sup>1</sup>, Fédération de Russie, France, Iran (République islamique d'), Norvège, Portugal, République tchèque. Il a également puisé dans les documents transmis par le Bureau international du Travail, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, le Programme alimentaire mondial, le Programme des

Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Secrétariat du Commonwealth.

7. Enfin, le Rapporteur spécial a eu recours aux informations dignes de foi qui lui ont été communiquées par les organisations non gouvernementales – Amnesty International, Conseil international des femmes juives, Conseil oecuménique des Églises, Conseil consultatif d'organisations juives, Mouvement fédéraliste mondial – ou recueillies dans des revues spécialisées et dans la presse internationale.

8. Le Rapporteur spécial voudrait exposer à l'Assemblée générale : i) les activités qu'il a menées et qu'il continuera à mener en 1995; ii) un rappel des problèmes théoriques auxquels est confrontée la lutte contre le racisme de nos jours, suivi des manifestations contemporaines et les incidents du racisme et de la discrimination raciale qui ont été portés à sa connaissance; iii) les mesures concrètes prises par les gouvernements pour remédier aux situations décrites et les initiatives de la société civile qui poursuivent ce même but; iv) des conclusions et recommandations.

## II. ACTIVITÉS DU RAPPORTEUR SPÉCIAL

9. Dans le présent chapitre, le Rapporteur spécial fait état des observations qu'il a reçues de gouvernements et d'organisations non gouvernementales à la suite de la publication de son rapport à la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale (A/49/677, annexe), ainsi que de l'échange de correspondances qui s'en est suivi. Sont également présentées brièvement la mission que le Rapporteur spécial a effectuée au Brésil du 6 au 17 juin 1995 ainsi que les missions prévues en Allemagne, en France et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Enfin, le Rapporteur spécial traite ici de la coopération avec d'autres mécanismes chargés de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

### A. Observations portant sur le rapport à l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session

#### 1. Sur l'analyse de l'antisémitisme

10. Deux organisations juives, le Conseil consultatif d'organisations juives et B'nai B'rith, le Gouvernement israélien<sup>2</sup> et l'organisation dénommée United Nations Watch, ont émis des réserves au sujet de certains passages contenus dans les paragraphes 22 et 37 traitant de l'antisémitisme. Les paragraphes 24 et 62 ont également été mis en cause mais n'appellent pas de commentaire de la part du Rapporteur spécial. D'après ces organisations et le Gouvernement israélien, les passages suivants contribuent à propager les stéréotypes sur les juifs et à renforcer l'antisémitisme :

a) Paragraphe 22 : "N'a-t-on pas aussi eu recours à l'Écriture sainte pour fonder et justifier le racisme en invoquant, d'une part, la malédiction de Cham et de ses descendants qui seraient les Noirs et, d'autre part, tantôt le "Peuple élu", tantôt le crime de déicide, les juifs étant accusés d'avoir tué Jésus-Christ? Ainsi surgissaient l'esclavage et la traite négrière, saignée

immémoriale de l'Afrique, et l'antisémitisme, renforcé par la puissance économique des juifs."

b) Paragraphe 37 : "(...) Cependant que certains adeptes du judaïsme continuent de traiter le Christ d'imposteur... Il s'agit d'une question complexe et difficile qu'il convient de laisser aux théologiens et aux hommes de religion compétents."

11. Les auteurs de ces réserves, qui au demeurant se réjouissent du travail qui a été fait par le Rapporteur spécial et l'encouragent dans l'accomplissement de son mandat, écrivent notamment :

a) "(...) Certains paragraphes de votre rapport, notamment les paragraphes 22 et 37, contiennent des déclarations tout à fait déplacées : ils sont formulés en des termes qui ne peuvent que renforcer l'antisémitisme. Par ailleurs, le rapport (par. 24) ne tient pas compte des préventions contre la culture et l'histoire juives manifestées à la Conférence de l'UNESCO à Mexico, en 1982<sup>3</sup>."

b) "(...) Le rapport du professeur Glèlè-Ahanhanzo constitue certainement une étape importante dans les efforts que déploie la Commission pour s'attaquer à la haine sous ses diverses formes, mais il n'en reste pas moins que plusieurs passages renforcent des stéréotypes antisémites.

Il s'agit des passages suivants :

- Le paragraphe 22, qui avalise l'opinion selon laquelle l'antisémitisme 'est renforcé par la puissance économique des juifs';
- Le paragraphe 37, où il est dit que l'antisémitisme tient au fait que 'certains adeptes du judaïsme continuent de traiter le Christ d'imposteur';
- Le paragraphe 62, où il est indiqué que le nombre des agressions antisémites en Allemagne est passé de 40 à 63, mais à la fin du paragraphe ce nombre est minimisé par une observation gratuite : 'Le nombre des actes dirigés contre les juifs a ... moins augmenté que celui des actes dirigés contre les étrangers en général.' Les termes 'en général' donnent à entendre que les citoyens allemands juifs doivent être considérés comme des étrangers;
- Au paragraphe 24, il est rendu hommage à la Conférence de l'UNESCO sur les politiques culturelles, tenue à Mexico en 1982, qui a reconnu que toutes les cultures étaient également dignes de respect et affirmé la valeur de la diversité culturelle. B'nai B'rith a participé à cette conférence et a constaté que, contrairement aux conférences et expositions précédentes de l'UNESCO, il n'y était fait aucune mention de la culture et de l'histoire juives<sup>4</sup>;

/...

c) "Permettez-moi, pour commencer, de vous féliciter des travaux que vous avez accomplis en tant que Rapporteur spécial au cours des trois dernières années et, en particulier, des rapports que vous avez présentés à l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme. Vos enquêtes ont été approfondies et nombre de vos conclusions ouvrent des voies nouvelles.

Je tiens toutefois à appeler votre attention sur plusieurs observations que vous avez faites sur l'antisémitisme dans votre rapport à l'Assemblée générale (A/49/677, annexe). Je voudrais une fois de plus souligner que, pour l'essentiel, votre travail sur cette question a été approfondi et important, et votre condamnation des 'Protocoles des Sages de Sion' que vous qualifiez de 'faux' est une première importante pour l'ONU. Toutefois, dans votre analyse de diverses manifestations de l'antisémitisme, vous faites plusieurs déclarations inexactes et troublantes. Au paragraphe 22, vous avez écrit que l'antisémitisme 'est renforcé par la puissance économique des juifs'. Une telle déclaration pose problème dans la mesure où elle reprend les stéréotypes – non fondés – les plus répandus au sujet des juifs, à savoir qu'ils sont particulièrement matérialistes, âpres au gain et que leur puissance économique est disproportionnée. Vous conviendrez certainement avec moi que ces accusations sont loin d'être exactes et qu'elles ne sont pas portées, dans une optique discriminatoire, à l'encontre d'autres groupes, tels que les protestants suisses qui gèrent nombre des plus grandes banques de Genève. Et pourtant, en citant ce stéréotype comme un fait, vous portez à croire que les juifs sont en quelque sorte responsables de la discrimination dont ils font l'objet, que c'est pour ainsi dire de leur faute (à cause de la puissance économique qu'ils détiennent) s'ils inspirent des sentiments antisémites.

Plus loin, au paragraphe 37, vous écrivez que l'antisémitisme tient en outre au fait que 'certains adeptes du judaïsme continuent de traiter le Christ d'imposteur'. Cette déclaration est troublante, car elle implique que certains juifs ont fini par accepter le Christ et que d'autres s'emploient activement à le discréditer. Ce qu'il faut que vous compreniez c'est que, pour les juifs comme pour tous les autres non-chrétiens, le Christ n'est qu'un personnage d'importance historique et morale. Cela ne veut pas dire que les juifs dénigrent le Christ de quelque manière que ce soit, mais simplement que la base du judaïsme est préchrétienne et indépendante des enseignements du Christ. Malgré leur similarité apparente, le judaïsme et le christianisme sont des religions tout à fait différentes, dont les croyances sont régies par des doctrines différentes et qui n'ont pas les mêmes personnages centraux<sup>5</sup>."

12. Comme il a déjà eu à le souligner dans ses réponses écrites et orale<sup>6</sup> aux observations qui lui ont été communiquées, le Rapporteur spécial tient à préciser que les opinions rapportées dans ces paragraphes ne sont point siennes. Il s'est efforcé, en cherchant les causes de l'antisémitisme comme de la négrophobie, de faire le point des raisons avancées pour expliquer ces phénomènes.

/...

13. Le Rapporteur voudrait rappeler également que c'est à la suite de son rapport préliminaire à la Commission des droits de l'homme en février 1994 que son mandat, avec son accord, a été étendu à la question de l'antisémitisme qu'il considère comme une des formes de discrimination raciale source de l'un des plus grands fléaux que le monde a connu et connaît encore.

2. Sur la situation des femmes de ménage d'origine indienne, sri-lankaise, bengali et philippine au Koweït

14. Reprenant des éléments d'une étude qui lui avait été transmise par l'organisation Middle East Watch/Women's Rights Project<sup>7</sup>, le Rapporteur spécial a relevé au paragraphe 108 de son rapport, les constatations suivantes :

"Au Koweït, les femmes de ménage d'origine indienne, sri-lankaise, bengali et philippine sont l'objet de mauvais traitements et de viols; leur salaire ne leur est pas versé ou elles sont tenues de travailler sans rémunération pour rembourser des dettes qu'on les oblige à contracter, et elles sont, d'une manière générale, exploitées en raison de leur nationalité. Bien qu'aux termes de la législation koweïtienne ces pratiques soient illégales, un très petit nombre d'affaires font l'objet d'enquêtes. Le Gouvernement koweïtien ne tient aucun compte de la situation de ces femmes."

15. Le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement koweïtien les observations suivantes dont il a pris note et qu'il livre à l'appréciation de l'Assemblée générale à la demande de ce gouvernement :

"[Le Gouvernement koweïtien] déplore la publication (dans le rapport A/49/677, annexe) d'informations provenant d'une source non gouvernementale selon lesquelles les femmes de ménage qui travaillent au Koweït seraient maltraitées et 'le Gouvernement koweïtien ne tient aucun compte de la situation de ces femmes'. Il est pour le moins surprenant que l'on ait publié ces informations erronées sans même essayer de les vérifier auprès des autorités koweïtiennes concernées. À cet égard, quelques remarques s'imposent :

- 1) Le Koweït est une société démocratique où vivent et travaillent des étrangers de différentes nationalités dont le nombre est supérieur à celui des citoyens koweïtiens. Le Koweït s'efforce d'assurer le meilleur traitement possible aux personnes qui résident sur son territoire, fidèle en cela à son attachement traditionnel aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales qui fait sa réputation dans toutes les instances internationales.
- 2) S'agissant du personnel de maison en général, il y a lieu de noter qu'une main-d'oeuvre originaire de différents pays est employée au Koweït depuis fort longtemps; or, à ce jour aucune plainte n'est à signaler.
- 3) Parmi les faits qui attestent que les employés de maison sont bien traités par les familles koweïtiennes, on

/...

mentionnera l'augmentation de leurs effectifs, qui ont atteint 168 747 en mai 1993, ce qui représente une importante proportion de la population de l'État du Koweït qui compte actuellement 2 millions et demi d'habitants. C'est là une preuve que les Koweïtiens traitent convenablement les personnes qu'ils emploient dans leurs maisons. D'ailleurs, s'il en était autrement, quelle femme de ménage accepterait de rester au Koweït?

Ces observations sont corroborées par le fait que la majorité des employés de maison qui ont déjà travaillé au Koweït dans le passé acceptent d'y retourner de leur plein gré que ce soit pour se remettre au service de leur ancien employeur ou pour travailler chez d'autres personnes. Ces faits battent en brèche toutes les allégations au sujet du traitement du personnel de maison dont l'objectif est manifestement de nuire au Koweït. Comme on peut le constater, les employés de maison concernés avaient la possibilité de ne pas revenir au Koweït après l'expiration de leur contrat. S'ils y sont retournés c'est principalement parce que les Koweïtiens les avaient bien traités.

- 4) Au vu des statistiques officielles relatives à la question, le nombre de cas de mauvais traitements n'a pas dépassé 500 en 1993, ce qui représente moins de 0,5% de la main-d'oeuvre employée actuellement à des tâches domestiques au Koweït. Ce sont là des statistiques fiables dont l'exactitude peut être prouvée par les pouvoirs publics koweïtiens et les missions diplomatiques des pays dont sont originaires ces employés.
- 5) Parmi les principales causes des problèmes auxquels se heurtent les employés de maison figurent les pratiques des bureaux de placement dans les pays d'origine qui exploitent leurs recrues et leur donnent des informations inexactes sur les tâches qui les attendent dans le pays où ils sont appelés à travailler, ce qui explique certaines complications.
- 6) Comme le Koweït applique les lois du marché et n'impose aucune restriction aux transferts de fonds effectués par les travailleurs étrangers, les montants envoyés par ces derniers à leur famille sont devenus une des principales sources de revenus de leur pays d'origine, contribuant dans une large mesure à l'essor des économies nationales et, de l'avis des responsables de ces pays, à l'amélioration des conditions de vie des employés eux-mêmes.
- 7) Conscientes de leurs responsabilités à l'égard de cette catégorie de travailleurs, les autorités koweïtiennes s'efforcent de leur assurer des conditions de vie décentes au sein de la société koweïtienne et de protéger leurs droits.

On trouvera ci-après un aperçu des dispositions prises en la matière :

a) En 1993, le Conseil des ministres a adopté l'arrêté No 320/1993 portant création d'une commission composée de représentants des ministères des affaires étrangères, de l'intérieur, des affaires sociales et du travail, de l'information, et du commerce; cet organe a pour mandat d'étudier tous les problèmes posés par l'emploi de personnel de maison et d'établir des orientations générales en vue d'une solution définitive de ces problèmes qui tiennent compte des considérations juridiques et humanitaires.

La Commission a adressé au Conseil des ministres de nombreuses recommandations sur lesquelles ce dernier s'est appuyé pour adopter l'arrêté No 387/93 dans lequel il a :

- Chargé les Ministères des finances et de l'intérieur d'étudier dans quelle mesure il serait possible d'avancer à chaque employé de maison le montant des frais de voyage vers son pays et d'en réclamer ensuite le remboursement à son employeur. C'est ainsi que l'État a pris en charge en juillet 1993 les frais de voyage de 400 employés de maison;
- Enjoint au Ministère du commerce et de l'industrie d'entamer des poursuites contre les sociétés dont les activités consistent à faire venir des employés de maison en violation des règlements et des lois en vigueur ainsi que des obligations qui leur incombent en vertu des licences qui leur ont été délivrées.

b) Le Ministère de l'intérieur a créé un nouveau service (administration des bureaux de placement des employés de maison) dont la tâche est de réorganiser la fonction et de garantir les droits des employés, tant pendant l'exercice de leurs fonctions qu'à l'expiration de leur contrat, compte tenu des responsabilités qui incombent à l'employeur, qui doit, notamment, verser à l'employé son salaire et prendre en charge ses frais de voyage.

c) C'est pour garantir les droits de cette catégorie d'employés qu'a été adoptée la loi No 40 de 1993 relative à la réorganisation des bureaux de placement et la formation des employés de maison et du personnel apparenté. C'est aussi dans cette optique que s'inscrit la loi No 617 de 1993 qui fixe les conditions à remplir pour obtenir l'autorisation de créer un bureau de placement de personnel de maison.

Parallèlement aux efforts déployés par les autorités pour protéger les droits de cette catégorie d'employés, il convient de signaler les initiatives suivantes prises par le pouvoir législatif et des instances non gouvernementales :

a) L'Assemblée nationale s'est dotée d'une nouvelle commission permanente qui a pour mandat d'examiner toutes les questions relatives

/...

aux droits de l'homme, y compris les droits des travailleurs étrangers;

b) En août 1993, l'Union générale des travailleurs du Koweït a étoffé son appareil administratif en se dotant d'un bureau qu'elle a chargé des affaires des travailleurs étrangers au Koweït et de la défense de leurs droits.

En plus de ces garanties, les employés de maison jouissent au Koweït d'un certain nombre d'avantages. Il convient de signaler en particulier :

- La liberté de changer d'employeur qui est garantie par la loi;
- La prise en charge par l'employeur des frais de voyage (aller retour) de l'employé entre son pays d'origine et le Koweït;
- L'obligation qu'a l'employeur de subvenir à tous les besoins de son employé (logement, nourriture, vêtements, soins médicaux, etc.). Et comme il n'y a pas d'impôt sur le revenu au Koweït, l'employé peut envoyer la totalité de son salaire à sa famille au pays; à tout cela s'ajoutent les dons et les cadeaux qu'il reçoit de temps à autre;
- Les services assurés par l'État aux employés de maison qui, selon une étude publiée en septembre 1991 par le Conseil supérieur de la planification, sont estimés à 500 dinars koweïtiens (environ 1 700 dollars des États-Unis) par an pour chaque employé.

Dans le domaine judiciaire on mentionnera que les tribunaux koweïtiens ont condamné à des peines allant de quelques mois de prison à 10 ans de réclusion un certain nombre de personnes reconnues coupables d'attentat à la pudeur de femmes de ménage<sup>8</sup>."

### 3. Allégations d'incidents racistes et xénophobes en Allemagne

16. À propos des incidents racistes et xénophobes en Allemagne dont le Rapporteur spécial a fait état dans ses rapports à l'Assemblée générale (par. 60 à 68) et à la cinquante et unième session de la Commission des droits de l'homme (par. 22 à 58), le Gouvernement allemand a souhaité que les observations suivantes soient portées à la connaissance de l'Assemblée générale :

"La République fédérale d'Allemagne a apporté son soutien à la nomination d'un Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance. Elle considère la mise en place d'un tel rapporteur spécial comme un important pas effectué par les Nations Unies dans la lutte contre un problème de dimension universelle. La République fédérale d'Allemagne s'est toujours efforcée de coopérer étroitement avec le Rapporteur

spécial afin qu'il puisse remplir le mandat qui lui est confié. Elle a mis à sa disposition un vaste matériel d'information et l'a invité dès le 18 octobre 1994 à se rendre en Allemagne.

Le Gouvernement fédéral regrette que le Rapporteur spécial – à l'instar de son rapport présenté à la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale (A/49/677, annexe) – mentionne dans son rapport à l'intention de la cinquante et unième session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (E/CN.4/1995/78) de prétendus incidents xénophobes survenus en Allemagne sans avoir, à l'approche de la mise sous presse du rapport, donné au Gouvernement fédéral la possibilité de prendre position. Le rapport présenté par le Rapporteur spécial à la cinquante et unième session de la Commission des droits de l'homme contient six pages entières d'informations non vérifiées relatives à 37 incidents survenus en Allemagne et qualifiés de racistes ou de xénophobes. Ces informations proviennent d'organisations non gouvernementales turques.

En Allemagne, les pouvoirs publics ont relevé le défi lancé par l'extrémisme de droite et la xénophobie. Tous les organes fédéraux font leur possible pour les réprimer. Notamment la police et la justice ne ménagent pas leurs efforts pour empêcher des actes de violence et poursuivre les responsables de tels actes avec tous les moyens dont dispose un État de droit. L'examen des actes à motivation extrémiste de droite ou xénophobe fait l'objet d'une procédure accélérée afin de pouvoir rapidement condamner les auteurs.

Selon le stade actuel des enquêtes, pas plus d'un cinquième environ des cas d'espèce cités dans le rapport adressé à la cinquante et unième session de la Commission des droits de l'homme ne peuvent être considérés comme des actes d'inspiration xénophobe ou raciste. Dans la très grande majorité des cas, aucun motif xénophobe ou raciste ne peut être constaté. Fréquemment, les incidents ne se sont par ailleurs pas passés tels qu'ils sont décrits dans ledit rapport. Pour autant que les instances d'enquête ont eu connaissance des événements cités dans le rapport, la police et le parquet ont ouvert des instructions et les tribunaux ont infligé des peines sévères aux personnes jugées responsables de tels actes.

En ce qui concerne l'attentat incendiaire perpétré le 25 mars 1994 sur la synagogue de Lübeck, quatre personnes ont été inculpées et, depuis le 2 mai 1994, placées en détention provisoire pour tentative commune d'assassinat de cinq personnes et pour incendie volontaire grave. L'audience principale est en cours. Dans l'affaire des émeutes survenues le 12 mai 1994 à Magdeburg, 11 procédures pénales ont été engagées entre-temps et 30 ressortissants allemands mis en accusation. Des peines sévères privatives de liberté ont déjà été prononcées. Les auteurs de l'attentat incendiaire perpétré à Bielefeld le 20 avril 1994 ont été condamnés le 27 octobre dernier à des peines sévères privatives de liberté au titre du droit pénal applicable aux mineurs, peines dont la durée va dans certains cas jusqu'à plusieurs années. La mise en accusation des auteurs présumés

des incidents survenus à Brandebourg les 14 août et 21 septembre 1994 a été prononcée l'année dernière par le parquet. Dans les procédures judiciaires engagées contre les skinheads responsables de la profanation du monument commémoratif de Buchenwald commise le 23 juillet 1994, l'acte d'accusation a déjà été déposé aux mois d'août et septembre 1994. Le 18 novembre 1994, 16 personnes ont été condamnées en première instance par le tribunal d'échevins pour enfants à des peines privatives de liberté ou à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à un an et huit mois. Le 22 novembre 1994, le Landgericht (tribunal régional) de Weiden a en première instance condamné trois accusés à des peines privatives de liberté de neuf mois et plus pour l'attentat incendiaire commis à Weiden le 21 septembre dernier. Certaines peines infligées sont assorties d'un sursis avec mise à l'épreuve.

Dans sept des incidents évoqués il est établi qu'ils ne relèvent d'aucune motivation xénophobe ou raciste. L'incident survenu le 10 janvier 1994 à Halle fait également partie de cette catégorie d'incidents. Une handicapée de 17 ans en fauteuil roulant a porté plainte en déclarant que trois skinheads l'auraient agressée et auraient entaillé sa joue d'une croix gammée. En fait, l'intéressée a inventé l'incident de toutes pièces – comme elle l'a avoué entre-temps – et s'est infligée elle-même la blessure. Pour cette raison, l'information contre X a été suspendue dès le 18 janvier 1994. L'incident ainsi que ses motifs ont fait l'objet de comptes rendus détaillés dans la presse allemande et internationale.

Dans presque la moitié des cas, il n'existe pas d'indices suffisants pour étayer la thèse d'une agression xénophobe ou raciste. Dans quelques-uns de ces cas, les indices sont beaucoup plus nombreux qui renforcent la thèse d'un autopréjudice corporel, d'un élément constitutif de dénonciation calomnieuse ou d'un simulacre d'effraction. Dans plusieurs autres cas, des indices concrets font apparaître qu'il s'agit de conflits entre étrangers sans aucune motivation xénophobe ou raciste. Deux ressortissants turcs et un ressortissant grec ont été mis en accusation pour homicide sur la personne du ressortissant turc Cetin Apuham, perpétré le 31 juillet 1994 à Cologne. L'audience principale devant le Tribunal régional – Cour d'assises – de Cologne est en cours. Le 1er février 1995, l'un des accusés a été abattu d'un coup de feu par le père de la victime pendant l'audience<sup>9</sup>."

17. Les Gouvernements du Koweït et de l'Allemagne ont regretté que ne soit pas mise en oeuvre une procédure de nature contradictoire qui permette de recueillir l'avis des gouvernements sur les manifestations et incidents racistes ou xénophobes rapportés par les organisations non gouvernementales ou par certains gouvernements. Le Rapporteur spécial aimerait appeler l'attention sur les difficultés d'ordre administratif et financier (délais impératifs relativement courts pour l'élaboration et la présentation des rapports à la Commission et à l'Assemblée générale, consultations avec les gouvernements, secrétariat administratif et traduction des documents...) qui rendent impraticable dans l'immédiat une telle procédure. Toutes les recommandations quant aux moyens

/...

nécessaires à une bonne exécution du mandat sont restées sans suite. Pour le moment le Rapporteur spécial s'efforce, au mieux, de communiquer aux gouvernements les cas qui lui sont soumis.

## B. Missions du Rapporteur spécial

### 1. Mission aux États-Unis d'Amérique

18. Le Rapporteur spécial a eu à présenter le 5 février 1995 à la cinquante et unième session de la Commission des droits de l'homme son rapport sur la mission qu'il a effectuée aux États-Unis d'Amérique du 9 au 22 octobre 1994. Dans sa conclusion il a déclaré qu'il existe dans ce pays des dysfonctionnements sociaux provenant des rémanences du racisme et de la discrimination raciale : des pesanteurs historiques, sociologiques, psychologiques et structurelles sont à l'origine des subtiles formes de racisme et de discrimination raciale qui perdurent dans la société américaine. Tout en saluant la récente ratification du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale par les États-Unis, le Rapporteur spécial a recommandé au Gouvernement américain de réactualiser les programmes d'"Affirmative Action" en vue de remédier aux disparités économiques et sociales, et de prendre des mesures pour interdire la créations d'organisations racistes et la propagande raciste. Il a souhaité que les États-Unis ratifient toutes les conventions internationales relatives aux droits de la personne, ce qui renforcerait sa politique étrangère en faveur de la paix et lui donnerait plus de crédibilité.

19. Le Gouvernement des États-Unis a formulé des observations en séance plénière et dans une correspondance adressée au Rapporteur spécial<sup>10</sup>. Dans son intervention devant la cinquante et unième session de la Commission des droits de l'homme, le représentant des États-Unis d'Amérique a souligné qu'aucun pays n'a autant que les États-Unis, mis en oeuvre un ensemble aussi complet de garanties juridiques interdisant la discrimination raciale et ethnique en matière de droits de vote, de logement, d'emploi et d'accès aux services publics. Plusieurs leçons apprises aux États-Unis dans la lutte contre la discrimination peuvent servir à la communauté internationale. Les États-Unis se sont félicités de l'extension apportée l'an dernier à la définition de la discrimination raciale de façon à inclure l'antisémitisme et les comportements anti-Arabes. Ils notent toutefois la persistance des préjugés et de la xénophobie dans plusieurs régions du monde. Le représentant américain s'est félicité des éléments contenu dans le rapport et de pouvoir débattre de ses recommandations dans le cadre de l'effort national visant à éliminer le racisme complètement. Il a toutefois souligné que certaines recommandations posent de réels problèmes en matière de respect de la liberté de parole, de la liberté d'association et de la liberté de presse.

20. Les extraits suivants de la lettre du Gouvernement américain complètent et explicitent l'intervention de son représentant devant la cinquante et unième session de la Commission des droits de l'homme :

"Comme vous l'indiquez dans votre rapport, les États-Unis n'ont cessé de condamner systématiquement la discrimination raciale. Nous

/...

nous sommes employés à mener par tous les moyens utiles une politique visant à supprimer une telle discrimination sous toutes ses formes.

Nous avons favorisé la compréhension entre les races et cherché à garantir à tous, sans distinction fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale ou ethnique, l'égalité des droits civils, politiques et économiques devant la loi. Ainsi, le droit interne contemporain des États-Unis, tant au niveau fédéral qu'au niveau des États et au niveau local, prévoit des garanties efficaces contre la discrimination raciale dans tous les domaines de la vie publique et dans de nombreux secteurs de la vie privée. Nos lois prévoient également des voies de recours effectives pour ceux qui, malgré ces garanties, sont victimes d'actes discriminatoires. Nous sommes aussi devenus récemment partie à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Comme vous le notez également dans votre étude, ces questions ne cessent de retenir l'attention du public aux États-Unis, comme en témoigne ce que vous considérez comme le 'tissu associatif le plus dense qui puisse exister au monde' pour lutter contre la discrimination raciale et les autres formes de discrimination. Bien que la source de financement de toutes ces organisations soit privée, elles bénéficient presque toutes de l'appui des pouvoirs publics sous forme d'un régime fiscal spécial.

Le problème de la discrimination raciale aux États-Unis est complexe. Votre étude n'a pu être fondée que sur une brève visite et des informations limitées. Plusieurs éléments de votre analyse sont, de ce fait, incomplets, voire inexacts. Vous indiquez par exemple les cinq décisions prises par la Cour suprême en 1989 qui donnent une interprétation étroite d'un certain nombre de textes législatifs fédéraux relatifs à la loi contre la discrimination en matière d'emploi (par. 56), mais vous omettez de préciser que ces décisions ont été annulées à une écrasante majorité par le Congrès deux ans plus tard par une loi (le Civil Rights Act de 1991), qui précise que les textes en question sont censés avoir une portée plus large.

Nous avons pris note avec un soin particulier des recommandations que vous adressez au Gouvernement des États-Unis. Certaines d'entre elles sont compatibles avec nos politiques et objectifs nationaux, d'autres ne le sont pas. Certaines ont trait au comportement de personnes privées et de forces sociales et économiques qui ne relèvent pas directement de la compétence des pouvoirs publics. D'autres, en particulier celle qui demande que soient interdits certains groupes et formes d'expression, violeraient des droits individuels fondamentaux protégés par la Constitution et nous ne pouvons donc pas les accepter<sup>11</sup>."

## 2. Mission au Brésil

21. Le Rapporteur spécial s'est rendu au Brésil du 6 au 17 juin 1995, en accord avec le Gouvernement brésilien dont il aimerait saluer l'esprit de coopération et qu'il remercie pour son accueil.

22. Sans entrer dans le détail des constatations qui feront l'objet d'un rapport substantiel, le Rapporteur spécial voudrait souligner que la situation brésilienne est fort complexe. Elle ne se laisse pas enfermer dans des catégories intellectuelles simples du fait notamment de la complexité du peuplement brésilien, du métissage biologique et culturel. Le discours officiel lui-même varie entre une reconnaissance explicite de l'existence du racisme et de la discrimination raciale, une négation catégorique de leur réalité, "le Brésil n'est pas comme les États-Unis et l'Afrique du Sud qui ont connu la ségrégation raciale ou l'apartheid", et une acceptation implicite de leur présence. Implicite se traduit par l'affirmation selon laquelle "il existe une discrimination économique et sociale (apartasao sociais)" à l'égard des pauvres dont la majorité se trouve être noire, indienne et métisse, comme il apparaît dans les classes et les couches sociales dans les domaines politique, économique, académique ou scientifique.

23. Comme le reconnaissent et tentent de l'expliquer bon nombre d'interlocuteurs officiels et non officiels, le lien de cause à effet entre les conditions économiques et sociales de ces populations exclues ou "segments sociaux" et l'histoire de la marginalisation des Noirs, des Indiens, des Métis aux 100 nuances devrait être analysée par référence à des facteurs historiques qui ont été au fondement de la naissance du Brésil (esclavage et colonisation) et de son évolution socio-économique. La discrimination serait économique et sociale et non point raciale. Les Noirs, les Indiens et les Métis sont victimes de discrimination non pas en tant que Noirs, Indiens ou Métis mais parce qu'ils sont pauvres. En d'autres termes, ces populations ne feraient pas l'objet de discrimination et ne seraient pas la cible privilégiée de la violence parce qu'elles sont pauvres, mais elles seraient pauvres parce qu'elles ont été l'objet de discrimination dès les origines du Brésil. La discrimination raciale par la négation épouse de manière structurelle des formes insidieuses, subtiles et s'entretient dans un cercle vicieux que seule une volonté politique fondée sur un regard lucide et courageux sur la réalité peut briser en s'attaquant au mal. C'est cela que s'efforcera d'analyser et d'explicitier le rapport de mission qui sera soumis à la cinquante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme en 1996.

## 3. Missions en Europe

24. S'agissant des visites prévues en Allemagne et en France, les gouvernements de ces pays ont accepté d'accueillir le Rapporteur spécial respectivement du 18 au 27 septembre et du 29 septembre au 9 octobre 1995.

25. La mission au Royaume-Uni qui avait été annulée l'année dernière en raison du manque de ressources financières aura finalement lieu du 13 au 22 novembre avec l'accord du Gouvernement.

C. Coopération avec d'autres mécanismes de l'Organisation des Nations Unies chargés de la promotion et la protection des droits de l'homme

1. Échange de vues avec le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

26. Le 15 mars 1995, le Rapporteur spécial et les membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale ont eu un échange de vues sur les moyens d'accroître leur coopération. Ce fut l'occasion pour chacune des parties de préciser la nature de leur mandat respectif.

27. Le Rapporteur spécial a brièvement présenté l'ensemble des activités qu'il a menées et les rapports qu'il a soumis à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée générale en faisant état de la recrudescence du racisme et de la discrimination raciale de par le monde et des mesures prises par les gouvernements ainsi que de la mobilisation internationale contre ces phénomènes.

28. Plusieurs experts du Comité ont souligné l'importance et la nécessité d'établir un dialogue constant avec le Rapporteur spécial et ont souligné que, contrairement à eux, il jouit de par son mandat d'un droit de visite dans les pays concernés et peut, en outre, recueillir des informations dans les États qui ne sont pas parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Des experts ont noté que si le Comité étudiait les rapports des États les uns après les autres et examinait les situations cas par cas, le Rapporteur spécial, en revanche, bénéficiait d'une marge de manoeuvre plus étendue en ayant par exemple la possibilité d'appréhender les sujets d'un point de vue régional.

29. Des experts ont estimé que cette collaboration naissante répondait aux vœux exprimés par la Commission des droits de l'homme lorsque celle-ci a désigné le Rapporteur spécial. Des suggestions ont été faites pour approfondir cette coopération. Certaines priorités pourraient ainsi être fixées en commun afin de prévenir le développement d'organisations de type raciste ou la résurgence d'une idéologie pseudoscientifique à caractère raciste. D'autres actions prioritaires mériteraient d'être conjointement lancées, en faveur par exemple de la formation aux droits de l'homme des forces de police (et des agents chargés de l'application de la loi en général), ou par des campagnes auprès de la jeunesse pour l'initier à la lutte contre le racisme sous toutes ses formes. Il a été en outre proposé que le Comité alerte le Rapporteur spécial sur les situations d'urgence examinées dans le cadre du mécanisme de prévention de la discrimination raciale (alerte rapide et procédure d'urgence). Le Rapporteur spécial, de son côté, s'efforcera de mieux faire connaître les activités du Comité auprès de l'opinion publique, en sa qualité d'organe d'experts pour le contrôle de l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

30. Le Rapporteur spécial a mis à son tour l'accent sur la nécessité d'une coopération effective avec les membres du Comité et avec le Secrétariat. Il a indiqué, du reste, avoir adopté la définition de la discrimination raciale retenue dans l'article premier de la Convention. À la suggestion de certains experts de s'intéresser davantage à la situation dans les pays du tiers monde,

/...

le Rapporteur spécial s'est défendu d'avoir privilégié l'étude des pays occidentaux. Il a assuré que dans les trois années à venir de son mandat, les différents continents seraient dûment pris en compte dans son étude.

31. Il a été convenu que ni le Rapporteur spécial ni le Comité ne devraient agir de manière isolée et qu'ils gagneraient à échanger les informations qu'ils possèdent et à s'accorder un soutien mutuel. La nécessité d'une contribution des deux mécanismes à la réflexion sur le racisme et la discrimination raciale a été reconnue.

32. À propos de la recommandation d'un expert membre du Comité, selon laquelle le Rapporteur spécial devrait rechercher les raisons pour lesquelles certains États ne sont pas parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Rapporteur spécial a reçu une mise au point du Gouvernement turc dont les passages pertinents sont portés à la connaissance de l'Assemblée générale à la demande de ce gouvernement :

"Le fait de devenir partie à des instruments internationaux est une décision grave, qui ne peut être prise qu'après une étude approfondie. Avant de décider d'adhérer ou non à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les autorités turques ont cherché à savoir dans quelle mesure cette convention, qui ne traite que d'un seul aspect d'un phénomène aussi multiforme que le racisme, avait contribué à éliminer la discrimination raciale. Les résultats de cet examen n'ont malheureusement pas été positifs. Le nombre insignifiant de communications envoyées jusqu'à présent au Comité en témoigne clairement. On peut affirmer sans crainte de se tromper que jusqu'à présent, non seulement la Convention n'a pas été en mesure de servir la noble cause de l'élimination de cette pratique odieuse qu'est la discrimination raciale, mais qu'elle a même eu l'effet contraire, en ce sens qu'elle a contribué à en affaiblir la notion en la mélangeant avec d'autres formes de discrimination."

2. Participation à la réunion conjointe entre le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

33. Le 8 août 1995, le Rapporteur spécial a participé à une réunion entre les deux organes mentionnés ci-dessus. À cette occasion, il a fait état de ses préoccupations concernant les formes de plus en plus violentes que prend l'expression du racisme et de la discrimination raciale; le soutien apporté par les institutions universitaires à des recherches ayant des implications racistes; l'expansion de la propagande raciste et l'incitation à la haine ethnique et raciale à travers les médias en Afrique centrale, en Amérique et en Europe; la résurgence de la souveraineté absolue des États qui se traduit par le recours au droit, donc à la législation, pour freiner et réduire de façon notable l'immigration et la libre circulation des personnes, reflets subtils de la xénophobie qui sévit dans bon nombre de régions du monde; les tentatives de démantèlement des mesures de l'"Affirmative Action" aux États-Unis. Le Rapporteur spécial a mis un accent particulier, à partir de son initiative

personnelle et de son expérience dans son pays, sur la nécessité de l'éducation aux droits de l'homme au quotidien et leur enseignement dans tous les cycles scolaires, d'alphabétisation et de postalphabétisation et par les mass media.

### III. MANIFESTATIONS CONTEMPORAINES DU RACISME ET DE LA DISCRIMINATION RACIALE

#### A. Permanence et expansion du racisme et de la discrimination raciale

34. Les manifestations du racisme et les théories qui les sous-tendent sont sorties de la léthargie dans laquelle la réprobation internationale les avait plongées à la suite des abominations de la seconde guerre mondiale. L'objet de cette section préliminaire est de compléter brièvement l'analyse des mutations idéologiques qui sont à l'origine de ce qu'il convient de nommer le "racisme contemporain" entreprise dans le précédent rapport, pour montrer la nécessité qu'il y aurait d'adapter les discours et les méthodes destinés à le combattre.

##### 1. La race, l'ethnie comme nécessités psychologiques?

35. On peut se demander si la race, l'ethnie, et sans doute aussi la nation, sont des catégories sociologiques ou anthropologiques englobantes qui répondent à des nécessités psychologiques, à un besoin rassurant d'appartenance et de reconnaissance. En répondant par l'affirmative à cette interrogation on verrait peut-être surgir, sans justification aucune, un début d'explication aux résurgences des affrontements fondés sur l'appartenance raciale, ethnique et nationale dans un monde en voie de globalisation sinon déjà globalisé. La mondialisation, l'intensification des flux migratoires, l'homogénéisation, en rabotant les spécificités les plus marquées, élargissent le champ de la concurrence intercommunautaire (tout en provoquant des réactions de défense identitaire), renforcent et durcissent les phénomènes racistes de toutes natures. Cette tendance qui s'est récemment manifestée en Europe occidentale, où la marche vers l'unification européenne accompagnée d'un démantèlement virtuel des frontières historiques donne naissance au sentiment d'invasion par des "hordes d'immigrants", à des variantes en Afrique où on a récemment assisté à des expulsions massives de travailleurs migrants d'origine africaine de plusieurs pays. Les frontières physiques portent des conséquences psychologiques en ce sens qu'elles ne marquent pas seulement des limites politiques et juridiques mais encore qu'elles sont censées contenir dans un espace précis les sentiments d'appartenance à un groupe ou à un autre.

36. On comprendrait ainsi pourquoi au delà de sa remise en cause scientifique<sup>12</sup> la notion de race garde une telle prégnance sur les mentalités permettant ainsi de délimiter physiquement, psychologiquement, mais illusoirement, l'espace qui "nous" sépare d'"eux".

37. Comme l'écrit Jean-François Kahn, "la race rassure parce qu'elle feint de rationaliser la différence, elle protège, en isolant l'identité collective qu'elle désigne. Elle fait de l'étrangeté de l'autre la caution et, au delà, la condition de l'affirmation de soi"<sup>13</sup>.

38. Force est de constater que toutes les théories racistes pseudoscientifiques se sont effondrées, mais que les attitudes persistent et les comportements demeurent, comme si le racisme n'avait besoin pour exister d'aucune justification marquée par une quelconque science des races. Proclamer que la "race" n'existe pas n'a pas suffi à épuiser la question d'une éventuelle différenciation objective, d'autant plus que la logique meurtrière du racisme vient de ce qu'il "s'attaque à des réalités physiologiques naturelles – la couleur blanche ou noire de la peau – dont on ne peut modifier l'aspect ni par la persuasion ni par l'intervention du pouvoir : en tels cas, il n'est d'autre recours que d'exterminer les porteurs de la marque infamante"<sup>14</sup>. C'est dans la mesure même où [la race] n'existe pas qu'elle offre à la recomposition du racisme sa formidable plasticité<sup>15</sup>.

39. Plasticité qui s'exprime aujourd'hui par le glissement du discours raciste de la biologie vers la culture. En fait le problème ne résulte pas tant de la reconnaissance de l'appartenance individuelle à un groupe ou à une communauté, ni de la reconnaissance des singularités culturelles sinon de la hiérarchisation des appartenances et, partant, de la hiérarchisation des cultures et de la négation de l'altérité au profit de "l'absolutisation des différences culturelles"<sup>16</sup>, comme s'il existait des murs étanches empêchant tout échange et interaction entre les communautés humaines vouées à une homogénéité, une pureté éternelle fantasmées.

40. Telles sont les entreprises de mystification dans lesquelles se sont engagés les tenants du racisme et de la discrimination raciale contemporains, les adeptes de la purification ethnique et de la préférence nationale qui agissent sur tous les continents, traquant ici l'étranger ou le réfugié, là le Bosniaque, là-bas le Tutsi ou le Hutu, ou encore l'Amérindien. C'est à ces projets de perversion du relativisme culturel et de négation de la pluralité ethnique et raciale que se trouve confrontée la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Le racisme s'avère être un phénomène rémanent, qui a la vie dure avec des manifestations récurrentes et de fortes poussées comme le paludisme ou la malaria qui tue plus que toutes autres maladies au monde. L'homme ne trouvera toute sa dignité qu'en menant sans désespérer le seul et le vrai combat : réduire et éradiquer le racisme.

41. L'émergence d'un néo-racisme en Europe, selon certaines analyses, résulterait de la combinaison de facteurs psychologiques, politiques et économiques qui accentuent l'ethnocentrisme, la xénophobie et le racisme dont il faut chercher la source commune dans les préjugés qui apparaissent au cours du long et complexe processus de formation des mécanismes mentaux qui ne s'achève qu'à l'âge adulte<sup>17</sup>. Mais comment expliquer l'origine des antagonismes ethniques et le nationalisme avec la purification ethnique dans l'ex-Yougoslavie, les tueries ethniques du Rwanda et le feu qui couve au Burundi, la propagande ethnocidaire des Hutus réfugiés au Zaïre telle que relayée par "Radio démocratie – la voix du peuple"? Phénomènes de contagion, résurgence ou explosion d'antagonismes latents et non contenus? On est porté à penser que c'est le conditionnement psychologique, générant la peur et le mépris de l'autre encourageant à son élimination où à sa domination qui nourrissent cette flambée de racisme et l'affirmation violente de l'ethnicité et de la nationalité.

2. La lutte contre le racisme et la discrimination raciale  
face aux perversions du relativisme culturel

42. Les acteurs de cette lutte postulaient que l'ethnocentrisme et le racisme ne pourraient survivre à un processus d'éducation et de diffusion des connaissances sur les civilisations et les systèmes culturels au terme duquel toute affirmation de la supériorité de l'une d'elles sur les autres serait une ineptie.

43. La première tentative de lutter contre le racisme et la xénophobie a été de prôner la tolérance à l'égard des minorités ethniques ou plus simplement de "l'autre", mais cette sorte d'indulgence charitable portait en soi la conviction de la supériorité de l'ethnie qui en tolérait d'autres et ne pouvait s'accorder avec une lutte efficace et une disparition des préjugés. L'antiracisme moderne a tenté pour remplacer la tolérance de rechercher un principe dynamique actif contemporain, un phénomène pluriethnique et pluriculturel où la diversité serait comprise comme une richesse, un bien fondamental de l'humanité.

44. Mais l'accent mis au nom de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale sur la richesse des sociétés pluriculturelles, loin de vaincre les haines raciales et les préjugés, a au contraire apporté de l'eau au moulin des tenants des représentations et des argumentations racistes. En manipulant les notions de cultures et en déformant et pervertissant les thèses antiracistes, ils purent rompre avec l'exaltation de l'inégalité biologique, pour faire de l'absolutisation de la différence culturelle leur nouveau cheval de bataille. Le nouveau racisme de la différence s'est approprié et a détourné les thèses de l'antiracisme pour avancer à visage masqué et se faire mieux accepter par les opinions publiques nationales. Antiracistes et racistes en arrivent à prôner ensemble le respect des différences collectives, mais les premiers dans l'optique universaliste du respect des droits de l'homme et les seconds dans une vision ségrégationniste des sociétés humaines.

45. Il suffit que la pédagogie antiraciste proclame que la race n'est que culture pour que l'opinion transforme la culture en race. Ainsi les discours néo-racistes ont-ils substitué à la notion pseudobiologique de "race", celle de la hiérarchie des cultures, leur incommunicabilité foncière, leur incompatibilité ou de l'absolue séparation des cultures. Ce faisant, comme il a été analysé dans le paragraphe 24 du dernier rapport, "les tenants de la hiérarchie entre les cultures ignorent ou méconnaissent délibérément les publications savantes et les travaux scientifiques les plus récents, en particulier de l'UNESCO, sur la race et la culture, les principes de l'égale dignité de la personne humaine, l'affirmation des identités culturelles et la diversité culturelle, valeurs universellement reconnues par la Conférence mondiale sur les politiques culturelles tenue par l'UNESCO à Mexico en 1982, que sous-tendent la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Charte constitutive de l'UNESCO. Est-il besoin de rappeler une fois encore à ce propos l'article premier de la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale de 1966 qui proclame que toute culture a une dignité et une valeur qui doivent être respectées et sauvegardées, que tout peuple a le droit et le devoir de développer sa culture et que, dans leur variété féconde, leur diversité et l'influence réciproque qu'elles exercent les unes sur les autres, toutes les cultures font partie du patrimoine commun de l'humanité." Les

néo-racistes substituent au principe de l'égle dignité des cultures, parce que la culture est le produit, le fait de l'homme, que l'homme est culture, celles de "différence culturelle" et d'"identité nationale". Ce changement de discours manifestement opposé aux travaux de l'UNESCO et aux déclarations et conventions qui viennent d'être citées, tend à considérer les cultures comme des catégories hermétiques, imperméables aux influences extérieures et aux interactions. Souvent au coeur de cette perversion du "relativisme culturel" se nichent les différences idéologiques ou religieuses...

46. Ce discours travesti sous des oripeaux démocratiques véhiculé par les partis d'extrême droite, à l'influence dangereusement résurgente, a acquis certaines lettres de noblesse, et à tout le moins une certaine honorabilité et a permis à beaucoup d'y souscrire. Ainsi devient-il naturel d'éloigner, d'exclure, de discriminer un groupe ou une minorité ethnique sur des bases culturelles ou religieuses au nom d'une sacro-sainte "inassimilabilité". Une telle exclusion implique, latent et inavoué, un sentiment de supériorité de la part de la majorité et de manière subtile fait renaître le racisme dans sa formulation biologique et intellectuelle. La race qui se considère comme supérieure a naturellement la culture supérieure, les autres n'ont que des sous-cultures ou des cultures de second rang sans que l'on se pose la question des valeurs culturelles.

47. La lutte contre le racisme et la discrimination raciale implique de décrypter ce discours, de faire face aux réalités qu'il engendre de manière franche et de démonter le mécanisme commun au racisme et à l'un de ses avatars, le détournement à des fins racistes du relativisme culturel.

48. Il importe que le mouvement antiraciste se rende compte de la rupture qui s'est opérée dans les représentations et les argumentations racistes élaborées, à savoir le déplacement de l'inégalité biologique vers l'absolutisation de la différence culturelle.

### 3. L'exclusion, expression (euphémisme) du racisme?

49. Le vocable moderne et le concept d'exclusion ne doivent pas travestir et servir d'alibi pour masquer une réalité qui touche à l'essence de ce rapport. En effet, bien souvent, il faut rechercher l'origine de l'exclusion sociale dans le racisme et la discrimination raciale que nombre de gouvernements croient qu'il suffit de reléguer dans le passé pour en nier la durabilité ou pour qualifier de "naturelles" les conditions économiques et sociales des minorités ethniques, raciales, religieuses et des peuples autochtones. Ainsi, la traite négrière et l'esclavage, l'ethnocide des autochtones étendent leurs effets à travers le temps et les populations les plus pauvres de nombre de pays se révèlent être, comme par hasard, si l'on s'en tient aux explications officielles, des descendants d'esclaves ou de populations autochtones qui ont été colonisées. La marginalisation qui se traduit de nos jours par l'exclusion résulte de ces pratiques et peut donc être fondée sur le racisme. Elle se perpétue de génération en génération dans une banalisation de la discrimination raciale inavouée mais qu'on explique par des raisons économiques et socioculturelles. La pensée et les pratiques s'enferment dans un véritable cercle vicieux. Ne s'agit-il pas d'une forme insidieuse et structurelle de racisme ou de discrimination raciale, de bonne conscience?

4. Formes et manifestations diverses du racisme  
et de la discrimination raciale

50. Sont examinées ici les formes et manifestations de racisme et de discrimination raciale qui ne se rapportent pas aux groupes explicitement désignés par la Commission des droits de l'homme (Noirs, Arabes, Juifs).

51. Les crimes et atteintes à la dignité humaine se poursuivent en ex-Yougoslavie au nom de la "purification ethnique" désormais banale, mais fort heureusement sans la caution du Rapporteur spécial sur l'ex-Yougoslavie qui a démissionné. Le feu qui couve au Burundi du fait de la tension entre Hutus et Tutsis laisse craindre une recrudescence des conflagrations ethniques sur le continent africain.

52. Dans certains pays européens, la détérioration de la situation est très nette et s'avouer "raciste" n'est plus honteux, comme en France où selon un sondage paru dans le journal Le Monde du 22 mars 1995, seuls 36 % des Français estiment n'avoir jamais de propos ou d'attitudes racistes.

53. Selon le rapport pour l'année 1994 de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (France), les skinheads se sont rendus coupables de 17 actions racistes en 1993, soit la moitié des actions racistes commises en France pour cette même année<sup>18</sup>.

54. Les groupes et partis néo-nazis qui apparaissent ou réapparaissent sous un autre nom après leur interdiction, en Allemagne, aux Pays-Bas, en France, aux États-Unis continuent d'afficher de manière ostensible leur adhésion aux thèses fascistes. L'activisme raciste de ces groupes, s'il est plus visible et moins ouvertement respectable que celui des partis traditionnels ne doit pas faire oublier le rôle de banalisation que jouent les partis racistes "institutionnels" tels que le Front National en France, le Vlaams Blok en Belgique, dont les idées ont contaminé les programmes politiques d'autres partis plus modérés qui, pour des motifs purement démagogiques ont récupéré les discours d'exclusion et de méfiance à l'égard des étrangers, faisant de l'immigration en Europe la cause de tous les maux. Les scores historiques atteints par le Front National aux élections municipales et la conquête de trois villes importantes<sup>19</sup> dénotent la normalisation de ce populisme fondé sur l'idée de "préférence nationale" et qui se réfère volontiers en privé à des valeurs fascistes qu'on croyait révolues.

55. En Allemagne, Almuth Berger, le Commissaire aux affaires des étrangers du Land de Brandenburg, a noté qu'une ignorance, des préjugés et une peur croissants étaient dirigés à l'encontre des étrangers vivant dans le nouvel État fédéral. Il remarque notamment que des sondages ont révélé que les citoyens de Brandenburg sont persuadés que la population immigrée représente 30 % de la population totale de l'État, quand celle-ci n'est en réalité que de 1,2 %. Les citoyens des anciens Länder, par contre, ont une vision moins exagérée. Là encore, il importe, pour mieux comprendre le phénomène xénophobe, de noter que proportionnellement à la population immigrée globale, les actes les plus graves et les plus nombreux sont commis dans les nouveaux Länder.

56. Quatre demandeurs d'asile serbes (une femme de 24 ans et trois de ses enfants) furent victimes d'un attentat à Mellendorf (en Allemagne) le

8 janvier 1995, 11 autres personnes furent blessées. Cependant, la police a estimé qu'il ne s'agissait pas d'un acte à caractère raciste. En février 1995, à Arnsberg, juste après la déclaration du Ministre de l'intérieur annonçant une décrue des attaques racistes en 1994, des "mobile homes" abritant des réfugiés ont été incendiés. Une personne a été blessée<sup>20</sup>.

#### B. Roms, Tziganes ou Gens du Voyage

57. Les Roms, Tziganes ou Gens du Voyage sont une minorité fortement touchée par les phénomènes racistes. Ainsi quatre d'entre eux ont-ils été tués le 5 février 1995 à Oberwart, en Autriche, en essayant de retirer une pancarte bourrée d'explosifs portant la mention "Tziganes, retournez en Inde". On peut lire en première page du journal Le Monde daté du 24 février 1995 que la police aurait privilégié la piste d'un règlement de compte entre Tziganes, donnant ainsi aux auteurs présumés de l'attentat le temps d'échapper aux recherches.

58. En Italie, un Rom d'ex-Yougoslavie, Naser Hasani, a porté plainte contre des policiers qui l'auraient arrêté au volant de sa voiture dans le centre de Florence, conduit dans le parc Le Cascine en bordure de la ville avant de lui donner des coups de pied, des coups d'un marteau trouvé dans sa voiture et de proférer des insultes racistes à son égard<sup>21</sup>.

59. En Roumanie, une importante communauté tzigane estimée à plus de 450 000 personnes (selon certains, ce nombre pourrait approcher les 2 millions) connaît le racisme et la discrimination au quotidien. Amnesty International estime que trois Roms au moins ont été emprisonnés en raison de leur origine ethnique. Une femme de Haradeni aurait été arrêtée et emprisonnée pendant deux jours après s'être plainte de mauvais traitements de la part de la police. "Les préjugés raciaux et la négligence des besoins de la communauté rom sont évidents non seulement en Roumanie, mais dans toute la région"<sup>22</sup>.

60. En effet, en Hongrie, les Roms souffrent d'attaques racistes et de discrimination. Leur espérance de vie, leur accès à l'éducation et leurs revenus sont nettement inférieurs à la moyenne nationale. Le taux de chômage de la communauté rom est estimé à 70 %. Dans la ville hongroise de Gyöngyös, le 14 novembre 1994, une trentaine de skinheads auraient attaqué à coup de cocktails Molotov la résidence d'une famille tzigane, les Farkas, qui ont réussi à échapper aux flammes. Des témoins de la scène auraient été frappés par deux des agresseurs. M. Farkas aurait essayé de rapporter l'événement au poste de police le plus proche mais aurait à son tour été roué de coups par les policiers. Après de nombreuses protestations d'organisations roms, une instruction a été lancée contre 12 jeunes de 15 à 16 ans. Cet attentat était le dixième de l'année à Gyöngyös contre des tziganes<sup>23</sup>.

61. Le nombre d'agressions commises contre la population tzigane augmente dans la République tchèque. En 1993, le Ministère de la justice a enregistré 46 délits motivés par la haine raciale, dont 35 avaient été commis par des skinheads et visaient des Tziganes. Au cours du premier semestre 1994, 77 délits de ce type ont été commis et 49 d'entre eux visaient des Tziganes. Toutes les infractions susmentionnées font l'objet de poursuites pénales et dans certains cas, l'affaire est déjà close<sup>24</sup>.

C. Autres cas de racisme et de discrimination raciale

62. Selon deux enquêtes du British Medical Journal, publiées en février 1995, de nombreuses facultés de médecine des universités anglaises auraient introduit en 1991 et 1992 des critères ethniques discriminatoires dans le choix des candidats ayant obtenu les mêmes résultats aux concours, favorisant les étudiants blancs dont les chances sont une fois et demi plus grandes d'être acceptés que les candidats africains ou asiatiques<sup>25</sup>.

63. La Commission canadienne des droits de la personne, dans son rapport annuel de 1994, relève la discrimination dont souffrent les autochtones dans l'accès à l'emploi. "Malgré le nombre croissant de jeunes autochtones qui sont prêts à prendre leur place au sein de la population active, leur emploi réel est encore loin de ce qu'il devrait être, un fait qui ressort aussi des données les plus récentes sur l'équité en matière d'emploi dans le secteur sous réglementation fédérale et la fonction publique fédérale<sup>26</sup>." Le rapport précise que "le nombre total d'autochtones qui sont au service d'entreprises sous réglementation fédérale a en fait diminué entre 1992 et 1993, passant de 6 126 à 6 030. [...] Dans la fonction publique fédérale, la situation n'est guère plus rose. [...] Seulement 51 autochtones de plus ont été recrutés [...] entre 1992-1993 et 1993-1994. Leur représentation se maintient donc toujours pour l'essentiel à 2 % de l'effectif des fonctionnaires fédéraux"<sup>27</sup>.

64. En Australie, en dépit du Racial Discrimination Act de 1975, la situation des habitants du Détroit de Torres et des aborigènes reste préoccupante. La surreprésentation des aborigènes dans les prisons en est une des manifestations les plus singulières : ils représentent 15 % de la population carcérale alors qu'ils ne sont que 1,6 % de la population australienne totale. Les aborigènes constituent le groupe le plus désavantagé dans les domaines de l'accès au logement, à l'éducation, aux soins et à l'emploi<sup>28</sup>.

65. En Suède, l'année 1994 reste ponctuée d'actes dirigés contre des minorités. Au moins une douzaine d'immigrants auraient été agressés et plusieurs maisons et commerces auraient été la cible d'incendies criminels ou tout au moins endommagés. Le Gouvernement aurait ordonné des enquêtes et poursuivi les responsables de ces crimes, souvent condamnés à des peines de prison<sup>29</sup>.

66. Aux Pays-Bas, le nombre d'incidents racistes survenus en 1993 est estimé à 350<sup>30</sup>.

67. En Indonésie, les Indonésiens d'origine chinoise se voient interdire la pratique de certaines de leurs activités culturelles. La diffusion de leur culture, la célébration de leurs fêtes, l'emploi des idéogrammes chinois et, a fortiori, la publication d'articles en chinois, à l'exception de ceux paraissant dans un quotidien appartenant au Gouvernement, sont strictement interdits<sup>31</sup>.

D. Racisme et discrimination raciale à l'égard des Noirs, négrophobie

68. Le racisme et la discrimination raciale à l'égard des Noirs, la négrophobie, continuent de se manifester diversement dans plusieurs pays.

/...

69. En République dominicaine, selon le Comité québécois pour la reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens en République dominicaine, s'adressant à la Sous-Commission à sa quarante-septième session, la situation des 500 000 braceros (coupeurs de canne) haïtiens et dominicains nés en Haïti s'avère préoccupante. Les conditions de travail de cette main-d'oeuvre sous-payée, sans statut juridique, ont déjà été dénoncées par l'OIT dans un rapport de 1983, sans pour autant que la République dominicaine en tienne compte. Toujours selon le Comité : ces hommes sont "souvent condamnés à vivre sans eau potable ni latrines, sans accès aux soins de santé de base ou à l'éducation pour leurs enfants. La répression, les détentions arbitraires, la suppression de leur liberté de circulation, la persécution, les menaces et le travail forcé sont leur quotidien". Là encore le racisme est la cause première et en même temps la justification de ces atteintes aux droits et à la dignité de cette minorité noire. Cette expression du racisme semble trouver sa caution au plus haut niveau de l'État dominicain dont le Président, S. E. M. Joaquin Balaguer, écrit que "... pendant que [les Haïtiens] demeurent en territoire dominicain, plusieurs d'entre eux procréent des enfants, ce qui augmente la population noire et contribue à corrompre la physionomie ethnique du pays"<sup>32</sup>. Ou encore "... l'excès de population en Haïti constitue une menace croissante pour la République dominicaine... Le Noir abandonné à ses instincts et sans le frein que lui imposerait un niveau de vie relativement élevé, tel qu'on le retrouve dans tous les pays, se multiplie avec une rapidité semblable à celle des espèces végétales"<sup>33</sup>.

70. Au Canada, la haine raciale est de plus en plus véhiculée par des groupes prônant la "suprématie de la race blanche" et liés aux groupes paramilitaires d'extrême droite aux États-Unis. Des groupes tels que "the Aryan Nation" ou "the Heritage Front", descendants de la première cellule canadienne du Ku Klux Klan fondée en 1921 affichent ouvertement leur haine des Noirs. Des prises d'armes effectuées par la police chez certains des militants de ces organisations ont fait craindre à beaucoup d'observateurs de nouvelles flambées de violence et la tentation pour ces groupes de recourir au terrorisme<sup>34</sup>.

71. Il est regrettable que ce racisme véhiculé par les milieux racistes canadiens puisse s'exporter : une bande-vidéo amateur diffusée par CBC en janvier 1995, tournée, selon l'agence France-Presse, en Somalie au cours de l'année 1993 montrait des Casques bleus canadiens proférant des insultes à caractère raciste à l'encontre de Somaliens, l'un d'eux affirmant : "Nous n'avons pas encore tué assez de nègres". Les autorités canadiennes ont vivement réagi. En effet, plusieurs militaires canadiens ont été jugés et condamnés par des tribunaux militaires pour le meurtre et les actes de torture sur la personne d'un adolescent somalien commis à la même époque dans le camp de détention de Belet Uen en Somalie.

72. La négrophobie s'exprime également de manière violente en Europe. La mort, le 23 février 1995, à Marseille, d'Ibrahim Ali, un lycéen français d'origine comorienne tué par des colleurs d'affiches du Front National, parti d'extrême droite français, lui ayant tiré une balle de fusil dans le dos en est l'une des expressions extrêmes. Les trois membres du parti d'extrême droite ont été mis en examen pour meurtre, tentative de meurtre et complicité.

73. En 1994, d'autres actions violentes à caractère raciste ont été dénombrées : le 16 avril, un Guadeloupéen a été grièvement blessé à Clermont par trois jeunes gens en état d'ébriété, et le 30 avril, à Saint-Ouen-L'Aumône, deux militants du GUN (Groupe Union Nationaliste, scission du Front National pour la Jeunesse) ont agressé deux résidents d'origine africaine d'un foyer Sonacotra. Les auteurs de ces actes ont été écroués.

74. Au Portugal, où la violence raciste est plus rare, la mauvaise situation économique et le taux de chômage croissant contribuent à ce qu'un nombre toujours plus grand de personnes se tournent vers les milieux d'extrême droite. Les premières victimes de ce bouleversement sociopolitique sont les immigrés venus des anciennes colonies africaines du Portugal. Ainsi, dans la nuit du 11 juin 1995, une cinquantaine de skinheads ont attaqué des personnes d'origine africaine dans le centre de Lisbonne. Douze de ces personnes durent être hospitalisées, dont Alcindo Monteiro, Portugais originaire du Cap-Vert qui mourut de ses blessures le lendemain. Le 16 juin, environ 10 000 personnes manifestèrent à Lisbonne pour protester contre le racisme dans leur pays et le meurtre de leur compatriote noir<sup>35</sup>. Le lendemain, deux Portugais blancs furent poignardés, en réaction, aux dires de la police, au meurtre de Monteiro.

75. La négrophobie touche aussi l'Allemagne où, en octobre 1994, un Nigérian fut blessé en de nombreux endroits à coups de pied et de couteau par un groupe de jeunes skinheads. Mi-septembre, un demandeur d'asile ghanéen était jeté par quatre hommes hors d'un train de banlieue. Il fut retrouvé le lendemain sur les rails, grièvement blessé, et dut subir une amputation de la jambe<sup>36</sup>.

76. La violence policière à l'encontre des Noirs s'exerce aussi en Italie où il y a eu quatre cas de mauvais traitements, d'arrestations injustifiées envers trois Zaïrois et un Nigérian, molestés et humiliés par des carabinieri<sup>37</sup>. Les victimes ont porté plainte à la suite de ces événements, mais la procédure n'aurait abouti que dans le cas de l'un d'eux qui avait été sauvagement battu à coups de pied et de matraque par trois policiers et laissé inconscient sur le bord d'une route. Les trois hommes ont été condamnés à un an de prison avec sursis.

77. Il faut signaler enfin que les organisations internationales n'échappent pas à certaines manifestations de racisme à l'égard des Noirs. La quarante-huitième Assemblée mondiale de la santé a débouché sur un réquisitoire contre le Directeur général de l'OMS, Hiroshi Nakajima, qui aurait tenu, le 21 janvier 1995, lors d'une réunion du sous-groupe du Conseil exécutif de l'OMS, des propos jugés racistes, soulignant la difficulté des fonctionnaires africains du siège de l'organisation à "concevoir, rédiger et réaliser des documents de travail". Le Directeur général avait par la suite présenté ses excuses aux pays et aux peuples africains.

#### E. Racisme et discrimination raciale à l'égard des Arabes

78. De récents attentats perpétrés en France, au Moyen-Orient et aux États-Unis tendent à renforcer les sentiments anti-Arabes en Occident.

79. Aux États-Unis, une vague de haine anti-arabe a éclaté après l'attentat meurtrier qui, le 19 avril 1995, a détruit à Oklahoma City un immeuble abritant

des services fédéraux. Certains médias et des personnalités politiques ont vite fait d'attribuer, bien imprudemment, cet acte à des terroristes du Moyen-Orient. "Insultes, fenêtres brisées, pare-brises éclatés, telles sont les exactions dont ont été victimes les Arabes-Américains après l'attentat..."<sup>38</sup>. Les murs ont fleuri d'inscriptions "Arabs go home", certains ont été menacés de mort pour ce que "leur peuple" avait fait. Suhair al-Mosawi, réfugiée iraquienne de 26 ans, a accouché d'un enfant mort-né après avoir été molestée par des Américains. Un homme a même proposé sur une chaîne de télévision que les Arabes-Américains soient internés dans des camps "comme on l'a fait pour les Japonais-Américains pendant la seconde guerre mondiale".

80. La vindicte populaire n'est pas la seule forme de racisme engendrée par ce type d'attentats pour lesquels on cherche bien souvent à trouver le plus rapidement possible un coupable prévisible. La guerre civile en Algérie a incité les autorités françaises, il y a plus d'un an, à accentuer la pression sur la population maghrébine en multipliant le nombre de rafles, de contrôles d'identité, d'arrestations de personnes d'origine arabe soupçonnées, à tort ou à raison, d'être liées aux milieux islamistes algériens. Les récents attentats meurtriers à Paris, attribués, sans certitude totale, à une organisation terroriste islamiste ont fait apparaître une psychose qui se nourrit volontiers d'un racisme anti-Arabes.

81. Les Arabes en France, qu'ils soient ou non de nationalité française, sont, selon la Commission nationale consultative des droits de l'homme, les premières victimes du racisme et de la discrimination raciale. En effet, environ deux tiers des actes racistes recensés en 1994 visaient des Maghrébins<sup>39</sup>.

82. Le 6 août 1994, un jeune issu d'une famille harkie fut couvert d'insultes racistes par une bande de jeunes en état d'ébriété et entraîné dans une bagarre. Son corps a été découvert le lendemain au pied d'une falaise.

83. Le 1er mai 1995, au cours du traditionnel défilé du Front National, des sympathisants de ce parti d'extrême droite ont jeté un Marocain dans la Seine, où il s'est noyé. Enfin, en août, Sid Mohamed Amiri, un jeune homme ayant la double nationalité française et algérienne, a été passé à tabac dans une carrière désaffectée de Marseille par trois policiers qui auraient, selon la victime, tenté de le tuer et lui auraient volé 2 000,00 FF. Les trois policiers ont immédiatement été suspendus et mis en examen pour coups et blessures volontaires avec préméditation de vol.

84. Par ailleurs, en 1994, sept mosquées ont fait l'objet de multiples déprédations (jet de cocktails Molotov, incendie criminel)<sup>40</sup>.

85. Un phénomène particulier n'a été réellement pris en compte qu'en 1994. Il s'agit des attentats anti-Maghrébins en Corse. Vingt actions violentes ont été comptabilisées en 1994 provoquant la mort d'un Marocain (assassiné à Ajaccio le 5 février) et blessant cinq personnes (elles aussi marocaines). "Ces manifestations qui n'engendrent généralement guère de réactions tendent à se banaliser"<sup>41</sup>.

86. En Italie, cette forme de racisme, bien que moins développée qu'en France, est en partie l'oeuvre de policiers. Ainsi, le Tunisien Saïd Alaoui aurait-il

été sauvagement battu à l'occasion d'un contrôle d'identité dans la rue par quatre officiers de police en civil, puis emmené dans une voiture au poste de police municipale<sup>42</sup>. Un témoin de la scène, Biagio Imposimato, aurait été menacé de perdre son travail s'il "parlait trop", puis frappé et insulté, les policiers ajoutant que ce sont des personnes comme lui "qui veulent des Marocains en Italie". Il a été accusé d'incitation à désobéir à la loi puis relâché.

#### F. Antisémitisme

87. L'antisémitisme reste d'actualité dans de nombreux pays et est particulièrement sensible à l'évolution géopolitique du Moyen-Orient. La signature des accords de paix israélo-palestiniens a contribué à une recrudescence des manifestations d'antisémitisme. L'Institute for Jewish Affairs, dans son rapport annuel de 1995, a mis en garde contre l'antisémitisme grandissant des Musulmans radicaux en Algérie, en Jordanie et en Égypte, et a spécialement nommé Hizb al Tahrir, une organisation dont le siège est situé à Londres, qui appelle au meurtre des Juifs.

88. En France, la violence antisémite a régressé lentement depuis 1991 pour se stabiliser en 1994, année au cours de laquelle 19 actions violentes ont été recensées contre 17 en 1993<sup>43</sup>. Ces actions ont visé principalement des synagogues, mais aussi des membres de la communauté juive française. Certaines de ces actions ont pour origine les milieux d'extrême droite liés à l'officine américaine néo-nazie NSDAP-AO, ainsi que des personnes isolées, inspirées par un antisémitisme primaire ne s'appuyant pas sur une idéologie particulière. Huit de ces actions auraient été perpétrées en représailles au massacre de plusieurs dizaines de Palestiniens le 25 février 1994 au Caveau des Patriarches à Hébron en Cisjordanie.

89. Deux événements particuliers ont soulevé un grand émoi au sein de la communauté juive. Le premier est la double profanation en mai et en juillet 1994 de la plaque commémorative posée à Rillieux-la-Pape rappelant le souvenir des sept Juifs qui avaient été assassinés par la milice lyonnaise sous les ordres de Paul Touvier en 1944. Paul Touvier venait, en avril, d'être le premier citoyen français à recevoir une condamnation pour crime contre l'humanité. Le second est l'envoi, en octobre, par le Suisse Jürgen Graf à plusieurs députés de l'Est et de l'Île de France, de son ouvrage négationniste L'holocauste au scanner, diffusé depuis la Belgique. Cet ouvrage a fait l'objet d'un interdit de diffusion sur le sol français en décembre 1994.

90. Comme le racisme en général, l'antisémitisme est particulièrement développé dans la région parisienne, où la communauté juive est importante et où les skinheads sont très actifs<sup>44</sup>. L'Alsace et la Lorraine sont également particulièrement touchées, en raison d'un noyau dur de militants néo-nazis du PNFE (Parti Nationaliste Français et Européen).

91. En 1994, la police a procédé à huit interpellations qui ont toutes été suivies de présentation à la justice.

92. Selon des statistiques officielles, avec 1 040 incidents rapportés dont 56 actes de violence, l'antisémitisme en Allemagne a augmenté de 60 % en 1994.

Le plus grave incident a été la destruction par le feu de la synagogue de Lübeck, le 25 mars. Cet acte criminel était le premier à être commis contre un lieu de culte juif depuis la seconde guerre mondiale. Pour cet acte, quatre hommes furent condamnés à des peines de deux ans et demi à quatre ans et demi de prison. Le Député maire de Lübeck qui avait protesté contre la clémence des juges à leur endroit a échappé à un attentat à la lettre piégée envoyée, selon la police, d'Autriche par une organisation d'extrême droite.

93. Le 8 mai 1995, 50 ans jour pour jour après la capitulation du régime nazi, la synagogue qui venait juste d'être reconstruite a été la cible d'un nouvel attentat à la bombe incendiaire. Quelques jours plus tôt, à Berlin, 103 pierres tombales d'un cimetière consacré aux victimes du nazisme étaient renversées<sup>45</sup>.

94. En 1994, les graffitis, la distribution de matériel de propagande et de symboles d'organisations interdites constituaient plus de 90 % des incidents antisémites. Trois cas de blessures corporelles et plus de 40 profanations de monuments, dont des actes de vandalisme perpétrés dans l'ancien camp de concentration de Buchenwald, sont à recenser<sup>46</sup>.

95. En Autriche, Jörg Haider, le chef du Parti libéral (FPÖ), parti d'extrême droite, a essayé au cours d'un débat parlementaire ayant trait aux récents attentats à la bombe contre des Roms, de minimiser les persécutions subies par les Juifs dans les camps de concentration, qu'il a qualifiés de "camps de punition"<sup>47</sup>.

96. En Hongrie, les incidents antisémites sont rares. Il faut toutefois signaler un nombre important de croix gammées et autres graffitis antisémites qui ont fait leur apparition au cours de la campagne électorale. En mars, un Juif a été poignardé à la cuisse par deux skinheads dans le métro de Budapest.

97. En Ukraine, les Juifs, qui sont plus de 500 000, représentent la seconde minorité ethnique du pays. Les manifestations antisémites préoccupent la communauté juive et particulièrement la montée d'un groupe ultranationaliste dans l'ouest du pays qui fait de la diffusion de l'antisémitisme un de ses objectifs. Le groupe, qui n'a pas été accepté comme parti officiel au niveau national a, par contre, pu opérer ouvertement dans la ville de L'vov. Il faut de plus signaler que des articles antisémites continueraient de paraître dans des journaux locaux et que des cimetières juifs auraient été profanés<sup>48</sup>.

#### G. Discrimination à l'égard des immigrés et des travailleurs migrants

98. Le 27 décembre 1994 à Torvaianica, en Italie, une jeune fille de 15 ans a été tuée accidentellement par une voiture transportant quatre Marocains en état d'ébriété. Le lendemain, un Marocain a été agressé à coups de couteau par un Italien dans un bus. Un autre a été renversé de sa moto et battu par quatre Italiens. Le 1er janvier 1995, un Marocain a été blessé par balle et un Indien poignardé. Ces agressions semblent témoigner du développement des sentiments anti-immigrés en Italie<sup>49</sup>.

99. Autrefois terre d'émigration, ce pays accueille aujourd'hui près de 1 500 000 travailleurs légaux ou clandestins originaires d'Afrique ou d'Europe

de l'Est et dont la population accepte mal la présence. La réponse apportée par le gouvernement de coalition alors au pouvoir, qui comprenait des ministres de l'alliance nationale, de mouvance néo-fasciste, a été de proposer, à l'instar des autres pays européens, de diminuer drastiquement l'immigration.

100. En Asie, le Japon et les pays nouvellement industrialisés (Singapour, Malaisie, Thaïlande, République de Corée) font actuellement face à un afflux sans précédent de travailleurs immigrés. On estime aujourd'hui à 2 millions le nombre de migrants transrégionaux en Asie, contre 200 000 en 1980<sup>50</sup>. Les États hôtes bénéficient ainsi d'une main-d'oeuvre bon marché, mais la présence de ces migrants n'est pas toujours la bienvenue.

101. En Malaisie, les migrants seraient considérés comme des propagateurs de maladies et des criminels. En République de Corée, on se plaint aussi de leur présence et au Japon, des groupes d'extrême droite ont affiché des signes xénophobes dans les parcs fréquentés par des étrangers. Souvent la présence de migrants est présentée comme une menace pour la sécurité nationale. La République de Corée a promis d'expulser tous les étrangers en situation irrégulière au plus tard en 1999<sup>51</sup>.

102. La tendance à la stigmatisation des étrangers comme la cause des problèmes intérieurs prend donc une dimension mondiale.

103. Les quatre cinquièmes de la population immigrée en Europe sont concentrés dans six pays (Belgique, Allemagne, France, Pays-Bas, Suisse et Royaume-Uni) et nombreux sont ceux qui, parmi cette population, sont victimes de comportements racistes et de discrimination. Les principales personnes victimes d'actes à caractère xénophobe, en Allemagne par exemple, restent les ressortissants turcs.

104. Dans plusieurs pays où la main-d'oeuvre immigrée est relativement importante, les entreprises refusent d'embaucher des personnes étrangères pour des prétextes divers : "non-acceptation de personnes étrangères ou de couleur par les employés de l'entreprise", "dévalorisation de l'image de marque de l'entreprise...". Les employeurs ne sont pas tenus de justifier de l'embauche ou du rejet d'un candidat; il est donc aisé d'échapper, faute de preuves tangibles, à toute accusation de discrimination prohibée par la loi.

105. Parallèlement à cette discrimination au moment de l'embauche, il existe dans certains pays des dispositions législatives et réglementaires qui interdisent aux étrangers d'occuper certains emplois ou qui limitent leur nombre, reflétant en cela la crainte, parfois d'une influence étrangère dans les domaines supposés sensibles, mais beaucoup plus souvent la volonté de protéger l'activité économique des nationaux contre la concurrence étrangère, autrement dit, des préoccupations protectionnistes.

106. Au sein des entreprises, la discrimination, qu'il est par ailleurs difficile de mettre en évidence, affecte les conditions d'emploi, les salaires, le déroulement des carrières et détermine les licenciements. Le racisme existe aussi au quotidien dans les entreprises où l'ambiance peut être marquée de plaisanteries d'un goût douteux, et de l'usage courant de stéréotypes. On pense que ce racisme ne porte pas en soi de danger réel d'exclusion ou de discrimination; il est ainsi toléré. C'est pourquoi ceux qui tiennent parfois

des propos racistes, et ceux qui en sont victimes, n'ont pas conscience que se perpètrer un délit. La précarité croissante des emplois et la crainte du chômage conduisent souvent les victimes à accepter des situations humiliantes et les témoins à fuir leurs responsabilités. Le cadre légal au sein du monde clos des entreprises n'offre pas, selon certains, les garanties suffisantes à une protection efficace.

107. De nombreuses enquêtes du BIT<sup>52</sup> mettant en évidence les formes de discrimination auxquelles sont exposées les travailleurs migrants insistent sur leur concentration dans certaines branches d'activité : celles où les variations saisonnières de la demande sont les plus élevées et où les perspectives de qualification sont les plus faibles. Toutes les conditions sont donc réunies pour que s'y opère un déni systématique du salariat contractuel, notamment par un recours au travail illégal.

108. Les nationaux, surtout en période de chômage, concentrent leur attention sur les immigrés qui sont accusés de voler leur travail. Ces phantasmes sont alimentés par le spectre des immigrés clandestins auxquels la presse consacre largement ses colonnes. Cela procède de ce qu'un observateur analyse de la manière suivante :

"La vieille loi de l'économie classique n'a pas pris une ride : la compétition pour l'emploi abaisse les taux du salaire. Il est utile, dans certaines conjonctures, de mettre au travail des catégories de la population que la tradition s'est habituée à rémunérer au-dessous du seuil historique atteint par ce taux, tout en faisant croire en même temps que ce sont des usurpateurs"<sup>53</sup>.

109. Les lois, quelquefois d'inspiration xénophobe, dans des pays européens, n'ont pas réussi à enrayer l'immigration ni à réduire de manière significative le nombre d'étrangers sur les territoires nationaux mais ont contribué à marginaliser un grand nombre d'entre eux en les faisant passer de la légalité à l'illégalité. Depuis la suspension de l'immigration, la politique de la France s'est articulée autour de la maîtrise des flux et le contrôle de l'immigration clandestine et l'insertion des immigrés légaux. La France a rallié le groupe des pays européens liés par l'Accord de Schengen en vue d'un contrôle accru des frontières européennes. Le 22 août 1995, le Ministre de l'intérieur français a annoncé qu'il comptait augmenter de 50 % le nombre des expulsions d'étrangers en situation irrégulière grâce au recours à des expulsions collectives, selon lui, plus économiques et plus dissuasives.

#### H. Discrimination à l'égard des femmes

110. La hantise de l'invasion par l'intérieur peut être la source de graves atteintes aux droits et à l'intégrité physique de femmes immigrées ou issues de minorités. Pour exemple, les deux cas suivants : en février 1995, une femme somalienne enceinte de sept mois aurait été battue à mort dans un bus à Ostia en Italie, par trois jeunes de 16 et 17 ans qui furent arrêtés. Une femme bangladeshi a été blessée dans les mêmes circonstances quelques jours après<sup>54</sup>.

111. Le cas de Moufida Ksouri a aussi été signalé. Le 15 juillet 1993, cette jeune femme française d'origine arabe a été violée par deux officiers de police

italiens dans les locaux du poste frontière de Ventimiglia (Italie), puis par un membre de la police de l'air et des frontières française qui, de surcroît, aurait tenu des propos racistes dans les locaux du poste français voisin de Menton. Les deux policiers italiens furent condamnés à cinq ans et huit mois de prison; en avril 1995, la procédure française n'avait pas encore abouti<sup>55</sup>.

#### I. Racisme et discrimination à l'égard des enfants

112. Le 23 septembre 1993, Tarzan Sulic, un Rom de 11 ans, fut abattu d'un coup de feu tiré à bout portant par un carabinier à Padoue (Italie) et sa cousine Mira Djuric grièvement blessée alors qu'ils étaient détenus illégalement dans une cellule d'un poste de police. Le meurtrier a été condamné à cinq mois et dix jours de prison avec sursis<sup>56</sup>. En juillet 1994, deux officiers de la police ferroviaire italienne auraient conduit deux jeunes filles Roms de 11 et 13 ans qui mendiaient dans le poste de police de la gare de Porta Nuova de Turin et coupé leurs longs cheveux avant de les relâcher. La tradition culturelle rom accorde une très grande valeur aux cheveux longs des femmes tziganes. D'autres humiliations de ce type venant punir la mendicité auraient été recensées à Milan et à Rome<sup>57</sup>.

113. En France, les enfants nés de parents étrangers sur le sol français sont considérés comme des Français à part entière, mais il arrive parfois que par le biais de procédures expéditives, ceux-ci se trouvent séparés d'un de leurs parents lorsque ce dernier se trouve illégalement sur le territoire, ceci malgré la loi qui interdit l'expulsion de parents d'enfants français. L'absence de régularisation de la situation administrative de ces parents leur cause un préjudice certain mais plus encore à leurs enfants qui sont de ce fait souvent privés d'une vie familiale normale<sup>58</sup>.

114. Par moments la discrimination raciale se double de la violence contre les enfants. C'est ainsi qu'au Brésil la majorité des enfants de la rue tués par les escadrons de la mort sont noirs ou métis. Dans l'État de Sao Paulo la proportion d'enfants noirs ou métis assassinés est estimée à 56,7 %<sup>59</sup>. À Rio de Janeiro où, en juillet 1993, le massacre de sept enfants devant l'église de la Candelaria avait ému l'opinion publique nationale et la communauté internationale, ce pourcentage s'élève à 80 %<sup>60</sup>.

115. La discrimination à l'égard des enfants se manifeste aussi dans le domaine scolaire. Ainsi le refus de nombreuses autorités de scolariser des enfants étrangers, pour des raisons de connaissance insuffisante de la langue dans laquelle les enseignements sont dispensés (États-Unis, Nouvelle-Zélande, ...), pour des raisons de situation irrégulière des parents sur le territoire (le cas a été rapporté dans de nombreuses mairies en France en 1993). La Proposition 187, actuellement suspendue pour cause de recours devant la Cour suprême des États-Unis, visait également à interdire l'accès à l'éducation aux enfants des travailleurs migrants sans papiers, dans l'État de Californie.

116. De même, en Ukraine orientale, les russophones se sont plaints de l'usage croissant de la langue ukrainienne dans les écoles et dans les médias. Leurs enfants seraient désavantagés depuis l'apparition de tests de connaissance de l'ukrainien dans les examens d'entrée académiques<sup>61</sup>.

117. Ce refus de l'accès à l'éducation, dans de nombreux cas en violation de la loi, constitue un frein à l'intégration des enfants étrangers, intégration dont l'école est le premier et probablement le plus efficace vecteur.

J. Incitation à la haine raciale et liberté  
d'opinion et d'expression

118. Le rôle de certains médias dans la divulgation de propos racistes et les appels à la violence, à la haine ethnique ou raciale et au génocide qui empruntent les canaux de radios clandestines ou légalement établies sont de plus en plus préoccupants.

119. Au Burundi, par exemple, le conflit entre Tutsis et Hutus, s'alimente des appels à la guerre, à la violence et à la haine propagés par des radios clandestines comme Radio Rutomorangingo<sup>62</sup>. L'ampleur des massacres des Tutsis du Rwanda est à mettre au compte de la campagne d'extermination des Tutsis orchestrée par la Radio-Télévision Libre des Mille Collines (RTLM)<sup>63</sup>. Les journaux Le Carrefour des Idées, L'Aube, Le Témoin, Nyaburorongo, L'Éclaireur et Le Miroir ont aidé à véhiculer ces messages. D'autres ont incité à la violence interethnique par le biais de messages codés.

120. En ex-Yougoslavie, le même phénomène a été observé au détriment des non-Serbes. À Uppsala, en Suède, Radio Islam se livrait au même type de propagande contre les Juifs. Son directeur a été condamné à six mois de prison sous le chef d'accusation d'incitation contre un groupe ethnique, pour avoir diffusé en 1989 des programmes qui tentaient de soutenir que l'un des commandements du judaïsme serait le "mitzvah Amalek", qui imposerait aux Juifs de tuer tous les non-Juifs.

121. Au-delà des médias de la haine, des médias classiques contribuent au dissentiment à l'égard des immigrés, des minorités ethniques et des populations autochtones par la diffusion de stéréotypes et des analyses sommaires ou tendancieuses qui contribuent à renforcer les préjugés sur lesquels prospère l'intolérance.

122. La couverture médiatique des événements en rapport avec l'immigration et de ses répercussions peut contribuer à exacerber les sentiments racistes et xénophobes. Les étrangers en général, les immigrés en particulier, sont souvent décrits par certains médias comme des délinquants ou des porteurs d'une influence déstabilisatrice, de violence, de maladies<sup>64</sup>; ou sont présentés comme des personnes incapables de s'adapter aux valeurs nationales. Les sondages effectués par les médias posent souvent des questions telles que : "L'expulsion des immigrés pourrait-elle avoir une influence favorable sur la situation de l'emploi?" ou "Parmi les fléaux suivants de notre société : chômage, insécurité, immigration, drogue, quel vous semble être le plus urgent de combattre?"

123. Ces méthodes renforcent les techniques informelles d'exclusion et de cantonnement dans des ghettos urbains et entretiennent la culture de l'intolérance à l'égard de l'étranger ou des personnes appartenant à des groupes minoritaires au sein de la population. On peut citer à titre d'exemple les idées reçues qui tendent à associer les phénomènes de toxicomanie, de délinquance, de terrorisme à l'immigration et à l'appartenance raciale ou

/...

ethnique et qui peuvent, à force de répétitions dans les médias, aboutir, chez des personnes appartenant au groupe majoritaire, à des représentations mentales dans lesquelles subjectivité et objectivité se confondent.

124. De même, le choix lexicologique et la sélectivité opérés pour traiter d'un événement et ainsi, par exemple, en désigner certains des acteurs, va peser sur la représentation que le public va se faire d'une communauté d'immigrés ou d'un groupe ethnique ou racial donné<sup>65</sup>. Ainsi, le choix délibéré de certains journalistes de ne couvrir que des événements à sensations, contribue à donner une image caricaturale et souvent défavorable des minorités ethniques. Celles-ci ne figureront à la une que lorsqu'un de leur membre sera impliqué dans une affaire de mœurs, de drogue, d'immigration clandestine et, de manière générale, lorsque ce dernier aura failli à la norme en vigueur dans la société d'accueil. Ainsi certains termes désignant des réalités géographiques objectives, comme "Arabes", "Maghrébins", "Africains" en sont arrivés, par leur utilisation pernicieuse, à transporter dans une frange de la population des sociétés occidentales des connotations péjoratives.

125. Lorsque les étrangers sont présentés sous un jour favorable par les médias, c'est pour insister sur leur aspect utilitaire, sur leur contribution indispensable à la richesse (économique) nationale, mais rarement sur leur apport à la richesse culturelle. Certains reportages, en présentant de manière désuète ou folklorique les traditions des minorités, peuvent contribuer à entretenir le mythe du bon sauvage et porter en eux la supériorité de la culture majoritaire de la société occidentale, plus urbanisée et éloignée de ses traditions ou de ses racines paysannes. L'existence de minorités ethniques n'est justifiée que par leur contribution au bien-être de la majorité ou comme conséquence de sa bonne volonté.

126. Pour prendre l'exemple des États-Unis, les médias, au-delà de la substitution du terme "African-American" à ceux de "Nigger", "Negro", "Black", par adhésion feinte ou réelle à la doctrine du "politiquement correct", devraient s'efforcer de donner des images de la communauté africaine-américaine qui ne se réduisent pas aux clichés du dealer, de la prostituée, du proxénète, du toxicomane et du délinquant.

127. Il est réconfortant et encourageant de relever la mobilisation d'une certaine presse d'opinion pour dénoncer, fustiger le racisme et la xénophobie. Les mass-médias ont un rôle déterminant à jouer dans la lutte contre le racisme et l'éveil des consciences à l'acceptation de l'autre et au respect de la dignité de la personne humaine.

128. L'incitation à la haine raciale est aussi le fait de groupements politiques plus ou moins bien organisés, voire d'individus, qui n'ont pas accès aux moyens de communication de masse. Leur message raciste est donc diffusé de manière plus artisanale et plus insidieuse. Ainsi a-t-on noté en 1994 une reprise de menaces en France, essentiellement sous la forme de graffitis et de tracts racistes. "Le contexte politique algérien est vraisemblablement responsable de la résurgence d'anciens tracts provocateurs tels que JALB et Francarabia musulmane, quasiment disparus après janvier 1992. (...) La fin de l'année 1994 a été marquée par l'apparition d'un nouveau pamphlet, essentiellement anti-musulman, adressé à plusieurs sociétés de gardiennage. Émanant de

prétendues "Forces républicaines de Libération de la France", il exhorte à "tuer, écraser, brûler, dynamiter tout ce qui est algérien, arabe, prêchant la Djihad sur notre sol"<sup>66</sup>.

129. Au Royaume-Uni s'est tenu au stade de Wembley, le 7 août 1994 sous la bannière de l'organisation anglaise Hizla Ut Tahir, un important rassemblement de Musulmans intégristes. Cette organisation avait en janvier 1994 appelé publiquement au meurtre des Juifs à travers le monde entier pour "accélérer la venue du Jugement Dernier"<sup>67</sup>.

130. Les gouvernements se heurtent à la tâche délicate de trouver le juste équilibre entre les principes conflictuels d'une société démocratique : l'obligation de reconnaître à tous ses membres la liberté d'expression et l'obligation de protéger les minorités ethniques contre les offenses et les persécutions. Tâche d'autant plus délicate que le langage s'adapte pour arriver à des conclusions racistes sans encourir les foudres de la loi. Le racisme peut désormais s'exprimer avec les mots de la démocratie.

131. L'accent a été mis sur la fermeté avec laquelle sont le plus souvent condamnés ou interdits les partis néo-nazis. Mais les sociétés démocratiques sont confrontées à l'émergence dans le giron des partis démocratiques d'organisations politiques d'extrême-droite d'un genre nouveau "capables de prendre une part effective à la vie politique nationale jusqu'à en bousculer les rapports de force traditionnels. Ces organisations apparaissent plus 'modernes', en ce sens que leurs dirigeants ont eu tôt fait de comprendre que la conquête de l'électorat exigeait de se détacher des vieilles références idéologiques au fascisme ou au national-socialisme (...)"<sup>68</sup>. Les prototypes de ces partis sont les Centrum Democraten aux Pays-Bas, le Front national en France, les Republikaner en Allemagne, le Front national et le Parti des forces nouvelles, le Vlaams Blok en Belgique, le Parti libéral (FPÖ) en Autriche, le Movimento Sociale Italiano (MSI) en Italie. Cette poussée des mouvements nationalistes et xénophobes reflète un sentiment grandissant de décalage entre les élites et les citoyens.

#### IV. MESURES PRISES PAR DES GOUVERNEMENTS ET PAR DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

##### A. Éducation aux droits de l'homme et lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance

###### 1. Gouvernements

132. À l'occasion de la cérémonie de commémoration du cinquantième anniversaire de la rafle du Vélodrome d'Hiver, le 16 juillet, le Président de la République française a reconnu, pour la première fois, la responsabilité de la France dans la déportation de Juifs pendant la seconde guerre mondiale, ainsi que la dette imprescriptible de l'État à l'égard de ces victimes.

133. Le Gouvernement mexicain, après avoir informé le Rapporteur spécial qu'aucun incident relatif à la discrimination raciale n'avait été porté à sa connaissance, a indiqué que "la Commission nationale des droits de l'homme a élaboré un programme d'éducation en matière de droits de l'homme, dont

/...

l'objectif est d'inscrire l'étude des droits de l'homme dans les programmes scolaires du niveau élémentaire et de former le personnel enseignant dans ce domaine"<sup>69</sup>. Des matériels d'appui pédagogique ont été élaborés et un tel projet d'éducation a été réalisé à titre expérimental dans une école primaire du district fédéral.

134. Au Portugal, des programmes et des actions ayant pour objectif la promotion de l'harmonie, de la tolérance, du dialogue et de la solidarité entre les peuples, existent. En particulier, le "projet pour l'éducation interculturelle" est adressé aux élèves de l'enseignement obligatoire, provenant surtout de minorités culturelles ethniques, aux professeurs, aux familles et aux communautés. Dans le même contexte il faut mentionner le Secrétariat coordinateur des programmes d'éducation multiculturelle-entrecultures, créé le 13 mars 1991. Il est composé des services centraux et régionaux au Ministère de l'éducation et a pour attribution de coordonner, de stimuler et de promouvoir, au niveau du système éducatif, les programmes et les actions visant à encourager l'harmonie, la tolérance, le dialogue et la solidarité entre les peuples; de promouvoir le dialogue interculturel, en collaboration avec les associations de parents, les élèves, les communes et d'autres institutions locales; de promouvoir des actions d'alphabétisation civique des communautés; de faire des études de caractérisation des zones et des écoles de risques, en ce qui concerne les conflits ou la violence raciale<sup>70</sup>.

135. La Suède, quant à elle, s'est engagée à mener une campagne destinée à la jeunesse, de 1994 à 1996, contre la xénophobie, en relation avec la Campagne du Conseil de l'Europe contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance adoptée les 8 et 9 octobre 1993 à Vienne. La Suède participe également activement à la campagne "les pays nordiques contre la xénophobie"<sup>71</sup>.

136. Le Gouvernement néerlandais a entrepris, par des campagnes publicitaires et des initiatives législatives, de sensibiliser l'opinion publique aux questions de racisme et de discrimination<sup>72</sup>.

## 2. Instances européennes

137. Le 26 janvier 1995, 50 députés européens ont décidé de créer une branche du Conseil interparlementaire contre l'antisémitisme au sein du Parlement européen. Au cours de la conférence inaugurale de cette branche qui examinait la question du combat contre le révisionnisme en Europe, il a été envisagé que les pays de l'Union européenne harmonisent leurs législations antiracistes.

138. Le 17 février, le Parlement européen a adopté une résolution sur les meurtres racistes en Autriche par laquelle il condamne tous les actes de haine raciale et ceux qui, épousant les préjugés racistes et la xénophobie, favorisent l'introduction d'un climat propre à de tels crimes, presse les autorités autrichiennes d'user de tous les moyens nécessaires pour juger les coupables<sup>73</sup>, et invite les ministres de l'intérieur et des affaires étrangères des États membres à mettre en place un groupe de travail ad hoc pour contrôler et combattre les groupes terroristes, racistes et d'extrême-droite.

139. Enfin, en février 1995, 21 États du Conseil de l'Europe avaient signé l'accord-cadre pour la protection des minorités nationales<sup>74</sup>.

/...

3. Organisation des Nations Unies pour l'éducation,  
la science et la culture

140. L'UNESCO a eu l'occasion au cours de l'année passée d'organiser ou de participer à plusieurs séminaires ayant trait au racisme et à la discrimination raciale. Ainsi les 13 et 14 mai 1994, s'est-il tenu à Olympie (Grèce) un atelier sur les nouvelles formes de discrimination organisé conjointement par l'UNESCO et la Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme. À l'occasion de cette rencontre, les experts représentant des organisations intergouvernementales oeuvrant contre la discrimination se sont penchés sur les thèmes suivants : la discrimination à l'égard des immigrés, la protection des réfugiés et la prévention de la discrimination à l'égard des minorités.

141. L'Organisation a participé aux travaux du séminaire sur l'exclusion, l'égalité devant la loi et la non-discrimination organisé par le secrétariat du Conseil de l'Europe en collaboration avec Intercentre de Messina en octobre 1994.

142. En novembre 1994, l'UNESCO et le Centre for Studies on Turkey ont organisé une conférence internationale sur le thème "Migrants dans l'Union européenne : entre intégration et xénophobie". Cinq questions majeures ont été abordées au cours de cette conférence :

a) Théories selon lesquelles la génétique déterminerait le comportement humain;

b) Facteurs et causes actuels du racisme, de la violence et de l'intolérance et comment s'y attaquer;

c) "Le nouveau racisme" et le national socialisme – perspectives et solutions possibles qui se dégagent d'études menées dans les domaines des sciences sociales, des sciences naturelles et de la culture;

d) Problèmes de la violence au niveau international et au sein de la société – causes et tendances;

e) Pour une culture de la paix et de la démocratie – conditions et options pour vaincre le racisme, la violence et l'intolérance.

143. Enfin, il convient de citer la participation de l'UNESCO à l'organisation du Séminaire international sur la tolérance, tenu à Bucarest du 23 au 26 mai 1995, sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Conseil de l'Europe et le Gouvernement de la Roumanie.

B. Mise en oeuvre des procédures administratives  
et des législations condamnant le racisme et  
la discrimination raciale

144. En Allemagne, grâce à l'action vigoureuse du Gouvernement fédéral, le nombre d'actes criminels à caractère raciste ou xénophobe aurait diminué de 50 %. Durant le premier semestre de 1994, 1 895 crimes contre des étrangers, allant de la tentative de meurtre aux incendies criminels<sup>75</sup>, ont été commis.

/...

Des données publiées par le Gouvernement fédéral en janvier 1995 indiquent qu'il y a eu 1 233 actes violents perpétrés par l'extrême-droite durant les 11 premiers mois de l'année 1994<sup>76</sup>. Cela montre une baisse significative de la violence commise par des groupes d'extrême-droite par rapport à l'année précédente.

145. Si le nombre global d'attaques violentes a sensiblement diminué, il reste que les sentiments racistes et xénophobes continuent aussi de s'exprimer d'une manière non-violente par des graffitis ou par la diffusion clandestine de propagande néo-nazie. De plus, les comportements de certains éléments des forces de l'ordre allemandes mus par des motivations xénophobes semblent parfois accompagner la violence dirigée contre les étrangers. Encore qu'il faille faire une distinction entre la situation dans les anciens et celle qui prévaut dans les nouveaux Länder. La promptitude et l'efficacité des interventions de la police semblent en effet souvent plus grandes dans la partie occidentale de l'Allemagne. Il est par contre important de noter que la proportion des crimes racistes résolus par la police est passée de 8 % en 1993 à 30 % en 1994<sup>77</sup>.

146. Les réponses du Gouvernement allemand à la résurgence de la violence d'extrême-droite ont eu, au cours des deux dernières années, des effets positifs. Des programmes destinés à l'éducation de la jeunesse et visant à rapprocher Allemands et étrangers ont été mis en place; toutefois, la question de l'entraînement et de la motivation des forces de police des nouveaux Länder nécessite encore une attention constante et des moyens importants.

147. En vertu de la Constitution (loi fondamentale) allemande, seule la Cour constitutionnelle peut interdire des partis politiques. C'est aussi elle qui décide quelle organisation peut être qualifiée de "parti", définissant ainsi la liberté d'action du Gouvernement fédéral et des autorités locales. Le Gouvernement a, au lendemain de la réunification, amplifié la lutte contre les organisations d'obédience nationale-socialiste les plus radicales. Ainsi, en février 1995, deux organisations<sup>78</sup> furent-elles interdites, l'une par le Ministre de l'intérieur, l'autre par les autorités de Hambourg. En mai 1995, une organisation néo-nazie (Direct Action-Middle Germany) comptant 70 membres connus dont certains prônaient le recours à l'action terroriste<sup>79</sup> fut, elle aussi, interdite. Il s'agissait de la cinquième interdiction depuis 1990. L'Office fédéral pour la protection de la Constitution recensait en 1993, 77 groupes d'extrême-droite rassemblant en tout 42 000 membres.

148. En février 1995, deux Allemands furent condamnés respectivement à deux ans de prison et un an et demi avec sursis sous le chef d'accusation d'intimidation et incitation publique à commettre un crime, pour avoir dressé une liste de 280 personnes "anti-nationalistes" à qui ils avaient promis des "nuits troublées"<sup>80</sup>.

149. En France, en mai 1995, un tribunal a ordonné le retrait de certains passages<sup>81</sup> d'une traduction controversée de la Bible, susceptibles, selon lui, de raviver l'antisémitisme. L'éditeur sera condamné à verser à la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, 300 FF pour chaque exemplaire vendu après le 11 mai.

150. Quelquefois, malgré des textes de loi de plus en plus complets et répressifs, le racisme n'est pas retenu comme chef d'inculpation par les tribunaux. Ceux-ci préfèrent condamner pour des motifs plus classiques de droit commun. Tel fut le cas du leader néo-nazi, M. Priem, condamné en mai 1995 par la Cour criminelle de Berlin à trois ans et demi de prison pour détention d'armes illégale<sup>82</sup> alors que des éléments de propagande raciste avait été également trouvés à son domicile.

C. Mesures en faveur ou au détriment de groupes victimes  
du racisme et de la discrimination raciale

151. À la suite de sa mission aux États-Unis d'Amérique (9-22 octobre 1994), le Rapporteur spécial avait, entre autres, recommandé au Gouvernement des États-Unis :

a) D'admettre explicitement que "30 ans de lutte intensive contre le racisme et la discrimination raciale n'ont pas encore permis de venir à bout des effets de plus de 300 ans d'esclavage et de ségrégation raciale, en ce qui concerne notamment les Afro-Américains";

b) De "réactualiser les programmes d'"Affirmative Action" en vue de remédier aux effets négatifs engendrés par la politique menée au cours des années 80 dans les domaines de la santé, du logement, de l'éducation et de l'emploi"<sup>83</sup>.

152. Le Rapporteur spécial constate que depuis le début de l'année un débat intense a lieu aux États-Unis sur la nécessité de supprimer, de maintenir ou de réaménager les programmes comportant des mesures en faveur de groupes désavantagés ("Affirmative Action"). Les positions prises par les trois principaux pouvoirs : l'exécutif (le Président et son administration), le législatif (le Congrès) et le judiciaire (la Cour suprême) ainsi que par d'autres acteurs influents dont le Gouverneur de la Californie, ont une incidence non négligeable sur l'orientation du débat et les options à venir. Aussi importe-t-il d'attirer l'attention de l'Assemblée générale sur l'importance qui s'attache au maintien des programmes d'"Affirmative Action" pour assurer par la loi une égalité de chances effective pour les personnes issues de minorités ethniques et raciales.

153. La Cour suprême des États-Unis semble opter pour une position de plus en plus régressive en matière d'"Affirmative Action", laquelle ressort de son arrêt du 12 juin 1995, Adarand Inc. c. Pena, dans lequel elle a jugé que le fait d'attribuer un contrat à une entreprise appartenant à une personne issue d'une minorité ethnique au lieu d'une entreprise dont le propriétaire est blanc, en vertu de certains programmes en faveur des minorités ethniques, est inconstitutionnel. La Cour a précisé qu'en vertu du principe, prévu par la clause relative aux garanties d'une procédure régulière du Cinquième Amendement, selon lequel la protection accordée par la loi est la même pour tous, de nombreux programmes fédéraux d'"Affirmative Action" doivent faire l'objet d'un examen minutieux de la part des tribunaux. Pour surmonter cet obstacle, il faut démontrer que le programme répond à une exigence d'intérêt public et qu'il a été conçu pour répondre exactement à cette exigence. Pour bien des juristes, cette condition constitue un obstacle insurmontable. Elle suppose, en effet, que le

Gouvernement pourrait avoir à prouver dans chaque cas que le programme en cause n'aide que les personnes qui peuvent démontrer qu'elles ont été victimes de discrimination par le passé et ne vise pas simplement à aider toutes les minorités raciales.

154. Cette orientation régressive de la Cour suprême et soutenue par la majorité du Congrès procède de l'idée selon laquelle les mesures issues d'"Affirmative Action" ont atteint leurs objectifs et sont de ce fait devenues inutiles. Les opposants aux mesures d'"Affirmative Action" prétendent que ce système crée une discrimination à rebours à l'égard des Blancs. En Californie, le Gouverneur Pete Wilson, qui est en quête de l'investiture du Parti Républicain pour les élections présidentielles de 1996, épouse les mêmes thèses, c'est pourquoi le 10 août dernier, il a saisi la Cour d'appel de l'État de Californie afin qu'elle déclare inconstitutionnels plusieurs programmes d'"Affirmative Action".

155. L'opposition de la Cour suprême et de la majorité du Congrès aux mesures destinées à faire reculer la discrimination raciale contredit les conclusions auxquelles a abouti une récente enquête menée à l'initiative du Président des États-Unis dans les domaines de mise en oeuvre des programmes d'"Affirmative Action". Les auteurs de l'enquête font les constatations suivantes :

"Il y a eu des progrès indéniables dans de nombreux domaines. Mais les problèmes qu'"Affirmative Action" tente de résoudre, à savoir la discrimination et l'exclusion généralisées et leurs effets multiplicateurs, sont toujours là – les faits le prouvent amplement.

Les minorités et les femmes restent économiquement défavorisées : le taux de chômage chez les Noirs est toujours deux fois plus élevé que chez les Blancs; 97 % des cadres supérieurs des administrations des 1 000 premières sociétés (Fortune 1000) sont des Blancs de sexe masculin; en 1992, 33,3 % des Noirs et 29,3 % des Hispaniques vivaient dans la pauvreté, contre 11,6 % des Blancs. En 1993, les Hispaniques de sexe masculin avaient deux fois moins de chance que les Blancs d'être cadres et 0,4 % seulement des postes de cadre supérieur dans les 1 000 premières sociétés industrielles (Fortune 1000) et les 500 premières sociétés de service (Fortune 500) sont occupés par des Hispaniques.

La discrimination flagrante est toujours un problème sur le marché du travail. La preuve la plus convaincante en provient d'études de "vérification", dans lesquelles des demandeurs d'emploi blancs et des demandeurs appartenant à des minorités (hommes et femmes), munis du même curriculum vitae, sont envoyés dans les mêmes sociétés pour chercher du travail. Il ressort souvent de ces études que les employeurs sont moins enclins à interviewer les candidats appartenant à des minorités et les femmes ou à leur offrir un emploi.

Une preuve de discrimination moins directe se trouve dans la comparaison de la rémunération des Noirs et des Blancs, ou des hommes et des femmes. Même une fois tenu compte des facteurs qui influent sur la rémunération (nombre d'années d'étude et expérience professionnelle, par exemple), ces études montrent que les Noirs et

/...

les femmes sont généralement moins bien payés que leurs homologues blancs de sexe masculin. La rémunération moyenne des femmes hispaniques possédant un diplôme universitaire est inférieure à la rémunération moyenne des Blancs de sexe masculin ayant un diplôme de fin d'études secondaires.

Rien que l'année dernière, le Gouvernement fédéral a reçu plus de 9 000 plaintes concernant des cas de discrimination dans le domaine de l'emploi. En outre, les commissions chargées d'assurer le respect des pratiques justes en matière d'emploi au niveau des États et au niveau local ont été saisies de 64 423 plaintes, ce qui porte à 154 000 le nombre total de plaintes pour l'année. Des milliers d'autres personnes ont porté plainte pour actes de violence et de discrimination dans les domaines du logement, de l'exercice du droit de vote et des services publics, pour ne citer que ceux-là, dont elles auraient été victimes pour des raisons raciales<sup>84</sup>.

156. Le Président des États-Unis, pour sa part, a affirmé que son administration continuerait à appuyer les mesures garantissant l'égalité des chances dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et de l'accès aux marchés publics pour les Américains victimes de la discrimination raciale ou de ses effets continus dans la mesure où celles-ci contribuent réellement à atteindre les objectifs pour lesquels elles ont été instaurées. Cependant, il a entrepris une politique de réaménagement de ces mesures en ordonnant à tous les chefs de départements et d'agences publiques de se conformer aux principes directeurs énoncés comme suit : "Le programme doit être supprimé ou modifié : a) s'il crée un quota; b) s'il crée des préférences pour des personnes non qualifiées; c) s'il est cause de discrimination à rebours; ou d) s'il continue d'être appliqué alors que son objectif en matière d'égalité des chances a été atteint<sup>85</sup>". En outre il précisait que "l'arrêt récemment rendu par la Cour suprême dans l'affaire Adarand Inc. c. Pena exige un examen minutieux des raisons justifiant l'existence et l'exécution d'un grand nombre de programmes d'"Affirmative Action" destinés à combattre la discrimination raciale. Vous avez reçu récemment du Ministère de la justice une analyse juridique détaillée de l'arrêt. Conformément aux présentes directives, je donne aujourd'hui pour instruction à chacun d'entre vous de procéder, en consultation avec le Ministre de la justice et sous sa direction, à une évaluation des programmes relevant de votre compétence au sujet desquels la prise de décisions repose sur des considérations de race ou d'appartenance ethnique. En ce qui concerne les programmes relevant de plus d'un organisme, le Ministre de la justice déterminera, après consultation, quel organisme sera chargé de cette analyse."

157. Les principes d'"Affirmative Action" aujourd'hui combattue aux États-Unis ont pourtant convaincu nombre d'États par leur bien-fondé. Ainsi, en vertu d'un décret de 1983, l'Espagne a-t-elle développé une politique de "discrimination positive" en faveur de la population gitane, avec l'objectif de soulever les barrières qui rendent difficiles l'accès à l'école et la promotion scolaire des élèves gitans et "des autres groupes qui se trouvent dans une situation sociale et économique similaire"<sup>86</sup>.

158. De même, aux Pays-Bas, une loi entrée en vigueur le 1er juillet 1994, oblige les employeurs d'entreprises de plus de 35 salariés à communiquer à leur

chambre de commerce locale le nombre de leurs employés qui se définissent eux-mêmes comme membre d'un groupe ethnique "non hollandais". Ces employeurs doivent ensuite soumettre des plans d'"Affirmative Action" confidentiels incluant des objectifs de recrutement et des propositions quant à la manière de les atteindre<sup>87</sup>.

159. Le Gouvernement portugais a créé le 23 septembre 1993, une Commission interdépartementale pour l'intégration des immigrants et des minorités ethniques. Cet organisme est composé de quatre représentants du Ministère de l'emploi et de la sécurité sociale, d'un représentant du programme intercultures, conduit par le Ministère de l'éducation, d'un représentant de l'Institut national de l'habitation et d'un représentant du Service d'étrangers et de frontière (Ministère de l'administration interne). Il a pour attributions de veiller aux conditions de vie des immigrants et de s'informer des mesures et actions entreprises par les différents départements et institutions, de déterminer les mesures et stratégies à adopter par les secteurs et les départements qui travaillent dans le domaine concernant la population immigrante et des minorités ethniques. Il conçoit et appuie les programmes et les actions destinés à l'intégration sociale et professionnelle, coordonne et suit les actions et les programmes développés avec les populations. Enfin, il évalue les résultats obtenus<sup>88</sup>.

160. "Le Gouvernement chinois a pour politique d'offrir des possibilités d'emploi préférentielles aux minorités. Dans les régions où vivent des minorités, les entreprises sont tenues de recruter en priorité les personnes appartenant aux minorités. Dans ces régions, les administrations locales fixent aux entreprises d'État des quotas pour le recrutement de travailleurs appartenant à des communautés agricoles et pastorales<sup>89</sup>".

161. "Les autorités mexicaines chargées des migrations, individuellement ou en coopération avec les Gouvernements des États-Unis et du Guatemala, ont mis au point une série de mesures (...) visant à lutter contre certaines manifestations de discrimination à l'égard des groupes les plus vulnérables de la population, en particulier les travailleurs migrants<sup>90</sup>".

162. L'Australie a permis aux autochtones de prendre en main plusieurs programmes gouvernementaux qui leur sont destinés. Le Conseil pour la réconciliation aborigène coordonne un programme décennal visant à promouvoir une meilleure compréhension entre les Australiens indigènes et les autres<sup>91</sup>.

D. Renforcement des corpus législatifs contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'antisémitisme

163. En Suède, depuis le 1er juillet 1994, les motivations raciales sont considérées, dans les affaires criminelles, comme circonstance aggravante<sup>92</sup>. La loi complète aussi les mesures visant à prévenir la discrimination ethnique dans le domaine du travail.

164. En France est entré en application, le 1er mars 1994, un nouveau Code pénal résultant de lois de 1992. Si celles-ci n'affectent pas le domaine des délits de presse<sup>93</sup>, elles renforcent néanmoins la répression de certaines infractions à caractère raciste (discriminations raciales, violation de sépulture aggravée,

/...

responsabilité pénale des personnes morales) et crée des infractions nouvelles (provocation raciale non publique, diffamation et injures raciales non publiques). Par ailleurs, la loi du 6 décembre 1993, relative à la sécurité des manifestations sportives, a créé un délit d'exhibition, lors d'une manifestation sportive, d'un sigle rappelant une idéologie raciste.

165. La Belgique a adopté une loi qui prévoit que les personnes qui nient l'existence des chambres à gaz seront passibles d'une forte amende et d'une condamnation pouvant aller jusqu'à un an de prison<sup>94</sup>.

166. L'Italie a aussi renforcé sa législation, notamment en matière de diffusion d'idées racistes<sup>95</sup>.

167. Le Gouvernement portugais indique que le nouveau Code pénal, qui entrera en vigueur le 15 octobre 1995, prévoit plusieurs dispositions pour réprimer l'homicide qualifié par la haine raciale, religieuse ou politique, l'esclavage, le génocide, la discrimination raciale, l'outrage pour motif de croyance religieuse, la profanation de cadavre ou de lieu funèbre, l'instigation publique à un crime, l'apologie publique d'un crime, l'association criminelle ou pour interdire les organisations terroristes et le terrorisme<sup>96</sup>. En outre, la diffusion ou la transmission de programmes ou de messages incitant à la violence ou contraires à la loi pénale peut être sanctionnée dans le cadre des lois de la presse, de la radio et de la télévision. Enfin, la loi sur les organisations fascistes interdit la violence et la défense ou diffusion de valeurs, de principes, d'institutions ou de méthodes tels le bellicisme, la violence comme forme de lutte politique, le colonialisme ou le racisme. D'autres reflets de ce souci découlent aussi du statut de député et de la loi sur les partis politiques, en ce qui concerne l'exercice du droit d'antenne. Dans le premier cas, la condamnation judiciaire pour participation aux organisations d'idéologie fasciste est un motif de la perte du mandat de député<sup>97</sup>.

168. Il faut noter que le fait de savoir que les tribunaux sont prêts à infliger des peines rigoureuses constitue un facteur de dissuasion très persuasif. Toutefois, il arrive que la non-application de lois ou l'application de sanctions insuffisantes ou inappropriées par la justice pénale puisse détourner les victimes de comportements racistes du recours à la justice. Dans plusieurs pays, le renforcement du dispositif répressif a conduit à la relaxe pure et simple de prévenus coupables d'avoir commis des actes racistes, auxquels les juges ou les jurés n'estimaient pas devoir infliger les peines exemplaires prévues par la loi<sup>98</sup>. De plus, il semble très souvent difficile de prouver le caractère raciste d'un agissement ou de la motivation qui a conduit à agir de telle ou telle façon<sup>99</sup>. Il semble que les victimes d'actes racistes n'ont recours à la justice que lorsque les comportements dont elles font l'objet ont atteint un degré suffisant de réprobation au sein de l'opinion publique. La justice elle-même n'est pas encline à condamner les coupables lorsqu'elle estime que le droit et donc le statut d'illégalité d'un agissement n'est pas en décalage par rapport à l'état de conscience de l'ensemble de la société.

E. Ratifications et adhésions à la Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

169. Les récentes ratifications de la Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale au cours de l'année 1993 par l'Arménie, la Bosnie-Herzégovine, la République de Moldova, la République tchèque et la Slovaquie, en 1994 par l'Albanie, les États-Unis d'Amérique, la Suisse et le Turkménistan et enfin par le Tadjikistan en 1995, traduisent la volonté de la communauté internationale de lutter contre le racisme et la discrimination raciale. En août 1995, le nombre total de signataires de cette Convention était de 143 États.

V. ACTIONS MENÉES PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE

170. Les ONG jouent dans le domaine de la lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination contre les femmes et les enfants, un rôle actif de plus en plus déterminant à travers le monde. Des ONG, surtout constituées de femmes et de jeunes se forment et se mobilisent, souvent sans grands moyens administratifs et financiers, pour lutter contre toutes les formes de discrimination et pour prendre en charge, assumer leur identité culturelle ou vivre le pluralisme culturel. De telles formations et actions devraient être encouragées.

171. Le racisme et les comportements répréhensibles qui en découlent, loin de laisser indifférentes les populations des pays dans lesquels ils se développent suscitent des mouvements de solidarité avec les victimes et entraînent aussi une mobilisation des opinions publiques.

172. En Belgique, 5 000 personnes ont ainsi manifesté en mars 1995 dans le centre de Bruxelles. Cette manifestation faisait suite à la signature par un million de Belges d'une pétition destinée au Premier Ministre, appelant à accorder automatiquement la nationalité belge à tous les immigrés ayant vécu légalement dans le pays pendant au moins cinq ans.

173. Les rassemblements du Front national en France sont aussi constamment l'objet de contre-manifestations. La mort à Paris, le 1er mai dernier, d'un Marocain noyé dans la Seine a donné lieu à de nombreuses manifestations contre ce parti d'extrême-droite.

174. L'éditeur d'un magazine japonais qui avait présenté un article de 10 pages intitulé "Le plus grand tabou de l'histoire d'après guerre : il n'y avait pas de chambres à gaz nazies", a décidé de le retirer de la vente après les protestations de nombreuses organisations juives et la menace qui lui avait été adressée par de puissants groupes industriels, de ne plus solliciter d'espaces publicitaires dans les publications de ce groupe de presse.

175. De nombreuses associations fournissent par leur action sur le terrain, à travers le monde entier, une parade pédagogique efficace contre les sentiments racistes et xénophobes<sup>100</sup>. Certaines visent un domaine particulier, comme celui de l'emploi<sup>101</sup>. Il est à regretter que l'action de certaines d'entre elles ne puisse, par manque de moyens, être poursuivie.

## VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

176. En dépit de deux décennies d'actions menées par les Nations Unies, la discrimination raciale se renouvelle et s'entretient de raisons économiques, religieuses et sociales. La xénophobie devient inquiétante parce qu'elle se banalise à l'ombre du droit. Une plus grande mobilisation s'impose tant au niveau international que régional, sous-régional et national pour que revive et prévale le sens de l'homme.

177. La Décennie des Nations Unies pour l'enseignement dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004) devrait se traduire par des programmes concrets d'éducation aux droits de l'homme et au pluralisme culturel. L'UNESCO, le Centre pour les droits de l'homme et l'UNICEF en particulier pourront mener une action déterminante dans ce domaine. Les États signataires de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et ceux parties à la Convention relative aux droits de l'enfant comme à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes devraient progressivement rendre obligatoire et effectif à tous les niveaux l'enseignement des droits de la personne humaine dans tous les cycles scolaires et universitaires et dans les systèmes de formation professionnelle, d'alphabétisation et de post-alphabétisation.

178. Les mass médias devraient se mobiliser avec le concours des organisations non gouvernementales, au niveau des États ainsi qu'à celui des organisations régionales, pour assurer périodiquement la diffusion des droits de l'homme. Par ailleurs, un plus grand effort devrait être fait par les mass-médias pour éviter de propager des préjugés et des stéréotypes racistes, et aider le grand public à se former une opinion critique responsable sur les événements de plus en plus dramatiques que certains tendent à banaliser. Des efforts devront être déployés pour mobiliser les fonds nécessaires à la tenue d'une conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale et ethnique, la xénophobie et d'autres formes contemporaines d'intolérance qui y sont associées.

179. En matière de ratification des conventions relatives aux droits de l'homme, les États, tout en usant de leur souveraineté, devraient s'abstenir de faire des réserves ou s'efforcer de retirer celles qui ont été déjà faites et qui empêchent une application effective desdites conventions.

180. Il est souhaité que les États soient moins restrictifs et plus larges dans l'octroi des visas en faveur des ressortissants des pays du Sud, et qu'ils appellent leurs populations à plus d'ouverture aux étrangers et à l'intercommunication culturelle.

181. Dans l'immédiat, il devient urgent alors que les Nations Unies luttent pour la paix sur plusieurs fronts, de prendre les mesures radicales pour supprimer les radios qui promeuvent la haine ethnique ou raciale et pour combattre les radios clandestines qui se livrent aux mêmes activités. À l'instar du Centre Simon Wiesenthal, en France, le Rapporteur spécial voudrait recommander à l'Assemblée générale l'établissement d'un mécanisme de contrôle sur les utilisations des médias au service de la haine.

Notes

<sup>1</sup> Par l'intermédiaire du réseau informatique du Centre pour les droits de l'homme, le Rapporteur spécial a eu accès au rapport annuel du Département d'État sur la situation des droits de l'homme dans chaque pays du monde, pour l'année 1994 ("Country reports on human rights practices for 1994").

<sup>2</sup> Entretien du 16 mars 1995 du Rapporteur spécial avec le Représentant permanent adjoint de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

<sup>3</sup> Extrait de la lettre datée du 1er février 1995 du docteur Harris O. Schoenberg, Président honoraire du Conseil de coordination des organisations juives.

<sup>4</sup> Extrait de la lettre en date du 17 février 1995 de M. Tommy Baer, Président international de B'nai B'rith à M. Ayala Lasso, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

<sup>5</sup> Extrait de la lettre en date du 23 février de S. E. l'Ambassadeur Morris Abram, Président de United Nations Watch, au Rapporteur spécial.

<sup>6</sup> Réponse au Conseil de coordination des organisations juives datée du 10 février 1995; réponse à B'nai B'rith datée du 16 mars 1995; réponse à United Nations Watch datée du 16 mars 1995.

<sup>7</sup> Middle East Watch/Women's Rights Project, "Punishing the victim: rape and mistreatment of Asian maids in Kuwait.

<sup>8</sup> Extrait de la communication du Gouvernement koweïtien en date du 13 avril 1995, original arabe.

<sup>9</sup> Extrait de la communication du Gouvernement allemand en date du 21 mars 1995.

<sup>10</sup> Lettre en date du 3 mars 1995 de S. E. Mme Geraldine A. Ferraro, Ambassadrice, chef de la délégation des États-Unis à la cinquante et unième session de la Commission des droits de l'homme.

<sup>11</sup> Ibid.

<sup>12</sup> Voir les travaux de l'UNESCO cités au paragraphe 24 du rapport à la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale (A/49/677, annexe).

<sup>13</sup> Jean-François Kahn, Tout change parce que rien ne change, Fayard, 1994, p. 328.

<sup>14</sup> Hannah Arendt, Du mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 186.

<sup>15</sup> Kahn, op. cit., p. 315.

<sup>16</sup> Pierre-André Taguieff, La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles, Paris, Gallimard, 1987, p. 16.

<sup>17</sup> Voir à ce sujet l'étude du Turkish Political Psychology Center, intitulée Etiology of Racism in Europe, Ankara, 1994.

<sup>18</sup> Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDR), 1994. La lutte contre le racisme et la xénophobie. Exclusion et droits de l'homme, Paris, La documentation française, 1995.

<sup>19</sup> Il s'agit de Toulon (170 000 habitants), Marignane (32 000) et Orange (23 000).

<sup>20</sup> The New York Times, 3 février 1995.

<sup>21</sup> Ce cas est rapporté par Amnesty International dans le rapport Italy, Alleged Torture and Ill-Treatment by Law Enforcement and Prison Officers, avril 1995.

<sup>22</sup> Amnesty International, Romania, Broken Commitments to Human Rights, mai 1995, p. 2.

<sup>23</sup> Roma National Congress, "Romnews", No 24, 24 novembre 1994.

<sup>24</sup> Communication du Gouvernement tchèque en date du 28 juillet 1994.

<sup>25</sup> Europees Steunpunt Migranten en Vluchtelingen (ESMV), List of Events No 2, Utrecht, février 1995.

<sup>26</sup> Commission canadienne des droits de la personne, Rapport annuel 1994, Ottawa, Canada, p. 37.

<sup>27</sup> Ibid., p. 37 et 38.

<sup>28</sup> Département d'État américain, op. cit.

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> Ce chiffre est issu d'une étude conjointe de l'Université de Leyde et du Dutch Public Safety Service et ne reflète que les incidents motivés par des questions raciales qui ont été rapportés.

<sup>31</sup> Département d'État américain, op. cit.

<sup>32</sup> Joaquin Balaguer, La Isla al Revés. Haiti y el Destino Dominicano, Ed. Corripio, Santo Domingo, 1987, p. 41, cité par le Comité québécois pour la reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens en République dominicaine.

<sup>33</sup> Ibid., p. 36, cité par le Comité québécois.

<sup>34</sup> The Washington Post, "Canada wakes up to rising home-grown hatred", 8 mai 1995.

<sup>35</sup> Chiffre cité par ESMV dans List of Events No 6, Utrecht, juin 1995.

<sup>36</sup> Human Rights Watch/Helsinki, Germany for Germans, Xenophobia and Racist Violence in Germany, 1995, p. 24. De nombreux autres cas d'attaques, de harcèlement ou d'intimidation à l'égard de personnes noires sont mentionnés dans ce rapport.

<sup>37</sup> Amnesty International, Italy, Alleged Torture and Ill-Treatment by Law Enforcement and Prison Officers, 1995, appendice 1, p. 6, 7, 9 et 11.

<sup>38</sup> Jeune Afrique, No 1791, mai 1995, p. 7.

<sup>39</sup> CNCDH, op. cit., p. 21.

<sup>40</sup> Ibid., p. 24.

<sup>41</sup> Ibid., p. 27.

<sup>42</sup> Voir le cas de Said Alaoui cité dans le rapport d'Amnesty International sur l'Italie, op. cit., appendice 1, p. 15.

<sup>43</sup> Chiffres cités dans CNCDH, op. cit.

<sup>44</sup> Selon la CNCDH, 44 % des actions et menaces antisémites sont survenues dans l'île de France entre 1991 et 1994 (respectivement 44 sur 101 et 248 sur 573).

<sup>45</sup> Reuters News Service, Anti-semitic crimes soar in Germany, 20 décembre 1994.

<sup>46</sup> Ibid.

<sup>47</sup> ESMV, List of Events No 2, op. cit., P.4

<sup>48</sup> Selon le Département d'État américain.

<sup>49</sup> The New York Times, 6 janvier 1995, p. 6.

<sup>50</sup> The International Herald Tribune, "East Asia's immigration crisis demands careful choices", 22 mai 1995.

<sup>51</sup> Ibid.

<sup>52</sup> En particulier, la série de documents de travail du Département des migrations internationales et de la population du Bureau international du Travail : Lois Foster, Anthony Marshall, Lynne S. Williams, "Discrimination against immigrant workers in Australia, juillet 1991; Carl Raskin, "De facto discrimination, immigrants workers and ethnic minorities: a Canadian overview", février 1993; Shirley Dex, "The cost of discriminating against migrant workers: an international review", février 1992; Roger Zegers de Beijl, "Discrimination of migrant workers in Western Europe", décembre 1990.

<sup>53</sup> Alain Morice, article paru dans la revue Hommes et migrations, mai 1995, p. 33.

<sup>54</sup> ESMV, List of Events No 2, op. cit., p. 10.

<sup>55</sup> Amnesty International, Italy, Alleged Torture and Ill-Treatment by Law Enforcement and Prison Officers, op. cit., appendice 1, page 1.

<sup>56</sup> Ibid., p. 4.

<sup>57</sup> Ibid., p. 12.

<sup>58</sup> Inexpulsables, les parents n'en sont pas moins souvent assignés à résidence et interdits de travail.

<sup>59</sup> Ministerio Publico do Estado de Sao Paulo/UNICEF, Homicídios de crianças e adolescentes. Uma contribuição para administração da justiça criminal em Sao Paulo, junho de 1995, p. 43.

<sup>60</sup> Fédération internationale des droits de l'homme, Les assassinats d'enfants des rues à Rio de Janeiro et à Sao Paulo. Mission d'enquête, décembre 1994, p. 9. Voir aussi Centre for the Mobilization of Marginalized Populations, The Killing of Children and Adolescents in Brazil, Rio de Janeiro, 1989.

<sup>61</sup> Département d'État américain, op. cit.

<sup>62</sup> Rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme au Burundi (E/CN.4/1995/66).

<sup>63</sup> Rapport du Rapporteur spécial, M. René Dégni-Segui, sur la situation des droits de l'homme au Rwanda (E/CN.4/1995/71, par. 15).

<sup>64</sup> Ainsi a-t-on longtemps accusé les Africains d'avoir propagé le virus HIV à travers le monde. De même, l'épidémie due au virus Ebola qui a sévi au Zaïre – et dont l'OMS annonçait le 24 août 1995 qu'elle avait fait moins de 300 victimes avant d'être circonscrite – a fait craindre à une partie de la population abreuvée de catastrophisme médiatique, la contamination progressive des parties du monde qui maintiendraient des relations aériennes avec ce pays.

<sup>65</sup> Ainsi l'emploi volontaire ou non de termes tels que "rebelle" et non celui d'"opposition armée". L'usage immodéré du terme "intégriste" appliqué exclusivement aux Musulmans. De même la profusion de détails sur la couleur de la peau de telle ou telle personne dans un article traitant de faits divers.

<sup>66</sup> CNCDH, op. cit., p. 25.

<sup>67</sup> Cité par le Mouvement fédéraliste mondial dans une communication en date du 14 mars 1995 au Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme.

<sup>68</sup> Regard sur l'actualité No 208, Paris, février 1995, la Documentation française, p. 3.

<sup>69</sup> Extrait de la communication du Gouvernement mexicain en date du 16 mai 1995.

<sup>70</sup> Extrait de la communication du Gouvernement portugais en date du 20 juin 1995.

<sup>71</sup> Informations fournies par le Gouvernement suédois dans sa communication en date du 16 janvier 1995.

<sup>72</sup> Département d'État américain, op. cit.

<sup>73</sup> La résolution a été adoptée en réaction à l'attentat du 5 février contre quatre Roms à Oberwart ainsi qu'à l'attentat à la bombe contre la minorité croate d'un village voisin.

<sup>74</sup> À cette date, parmi les pays de l'Union européenne, la France, l'Allemagne, la Grèce et le Luxembourg n'avaient pas ratifié l'accord.

<sup>75</sup> Chiffre publié par le Commissaire fédéral pour les affaires des étrangers (Beauftragte der Bundesregierung für die Belange der Ausländer), cité in Germany for Germans, Xenophobia and Racist Violence in Germany, Human Rights Watch/Helsinki, avril 1995, p. 16.

<sup>76</sup> Ibid.

<sup>77</sup> Human Rights Watch/Helsinki, Germany for Germans et Amnesty International, Federal Republic of Germany, Failed by the System: Police Ill-Treatment of Foreigners, mai 1995.

<sup>78</sup> Dont le FAP (Freiheitliche Deutsche Arbeiterpartei), l'un des plus importants, selon le New York Times, 25-26 février 1995.

<sup>79</sup> Selon l'agence Associated Press.

<sup>80</sup> Selon l'agence Reuters, 2 février 1995.

<sup>81</sup> The International Herald Tribune, 13 avril 1995. Il s'agit des passages où les Juifs sont accusés d'avoir tué le Christ parce qu'ils étaient "incapables de contrôler leur fanatisme" et où les traditions et rites juifs sont présentés comme des "devoirs folkloriques imposant la circoncision et le port du chapeau", selon le journal International.

<sup>82</sup> Selon l'agence Associated Press, 24 mai 1995.

<sup>83</sup> E/CN.4/1995/78/Add.1, par. 1 et 3.

<sup>84</sup> Affirmative Action Review, Report to the President by George Stephanopoulos, Senior Adviser to the President for Policy and Strategy, Washington, D.C., 19 juillet 1995.

<sup>85</sup> Memorandum from the White House to heads of executive departments and agencies, 19 juillet 1995.

<sup>86</sup> Extrait de la communication du Gouvernement espagnol en date du 16 mars 1995.

<sup>87</sup> Département d'État américain, op. cit.

<sup>88</sup> Communication du Gouvernement portugais, op. cit.

<sup>89</sup> Communication du Gouvernement de la Chine en date du 17 mai 1995.

<sup>90</sup> Communication du Gouvernement mexicain, op. cit.

<sup>91</sup> Département d'État américain, op. cit.

<sup>92</sup> Communication du Gouvernement suédois, op. cit.

<sup>93</sup> Contenus dans la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

<sup>94</sup> ESMV, List of Events No 2, op. cit.

<sup>95</sup> CNCDH, op. cit., annexe 5, "Des approches législatives différentes en Europe", p. 416.

<sup>96</sup> Communication du Gouvernement portugais en date du 20 juin 1995. Ces dispositions sont notamment contenues dans les articles 32 par. 2 d), 159, 239, 240, 251, 254, 297, 298, 299, 300 et 301.

<sup>97</sup> Ibid.

<sup>98</sup> Ainsi, un tribunal à Hambourg a prononcé l'acquittement de deux néo-nazis qui avaient utilisé un service de messagerie téléphonique destiné à fournir des informations sur les activités de leur groupe et décrivant le camp d'extermination d'Auschwitz comme un mythe. Les deux hommes étaient passibles en vertu de la législation allemande d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison.

/...

<sup>99</sup> Ainsi que note le Gouvernement suédois dans sa communication précitée, il ne peut y avoir de statistiques complètes de la nature et de l'étendue des discriminations raciales en Suède, en partie à cause des difficultés qu'il y a à prouver ces discriminations.

<sup>100</sup> Citons par exemple l'action en France de l'organisation non gouvernementale Cinade (Service oecuménique d'entraide), qui accueille et conseille des demandeurs d'asile et des étrangers en situation précaire et poursuit des campagnes d'information et de sensibilisation comme "Accueillir l'étranger" ou "L'avenir de l'Afrique se dessine autrement", destinées à faire tomber certains préjugés et stéréotypes créateurs de racisme ou, dans le cas de l'Afrique, de fatalisme.

<sup>101</sup> L'association Mosaïques, dans la région parisienne, travaillait en direction des employeurs (ceux qui ont le pouvoir d'intégrer) pour combattre les nombreuses discriminations dont font l'objet les travailleurs immigrés. Elle a dû interrompre son action faute de financement.

-----